



CONVENTION DE COMPTE CONVENTION DE COMPTE COURANT

Pour les comptes courants ouverts avant le 1er février 2016, version prenant effet à compter du 1er mars 2016.

SOMMAIRE :

Article préliminaire. – SOUMISSION DES PARTIES AU REGIME DEROGATOIRE VISE AUX ARTICLES L133-2, L133-24 ET L314-5 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER	2
Article 1. – OUVERTURE DE COMPTE – FORMALITES – PROCURATIONS	3
Article 2. – FONCTIONNEMENT DU COMPTE COURANT	5
Article 3. – PREUVE DES OPERATIONS	13
Article 4. – INFORMATIONS RELATIVES A LA TENUE DU COMPTE	13
Article 5. – CHEQUES ET LEGISLATION RELATIVE AUX CHEQUES SANS PROVISION	14
Article 6. – EVENEMENTS PARTICULIERS	15
Article 7. – RESPONSABILITE	17
Article 8. – AUTORISATION DE CREDIT	17
Article 9. – DUREE DE LA CONVENTION – CLÔTURE DU COMPTE	19
Article 10. – TARIFICATION REMUNERATION	20
Article 11. – MODIFICATIONS DES CONDITIONS GENERALES DE FONCTIONNEMENT DE LA CONVENTION	20
Article 12. – OBLIGATIONS GENERALES D'INFORMATION	20
Article 13. – LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	20
Article 14. – INFORMATIQUE ET LIBERTES	21
Article 15. – TRAITEMENT DES RECLAMATIONS	21
Article 16. – LANGUE ET LOI APPLICABLES – ATTRIBUTION DE JURIDICTION – PRESCRIPTION	21
Article 17. – DISPOSITIONS DIVERSES	22
Article 18. – GARANTIE DES DEPÔTS	22
Annexe 1 : HEURES LIMITEES ET RECEPTION DES ORDRES DE PAIEMENT	26
Annexe 2 : CONDITIONS GENERALES DE CESSIONS DE CREANCES PROFESSIONNELLES	27
Annexe 3 : PRELEVEMENT SEPA INTERENTREPRISES – B2B	29
Annexe 4 : SERVICE INTERNET CYBERPLUS ENTREPRISE CONDITIONS GENERALES	31
Annexe 5 : SERVICE DE SIGNATURE ELECTRONIQUE POUR LES PROFESSIONNELS	36
Annexe 6 : SERVICE REGLEMENT SEPAmail	39

La présente convention (la « Convention ») comprend les présentes conditions générales et leurs annexes, les conditions contractuelles et les éventuelles conventions spécifiques. A celle-ci s'ajoutent les conditions tarifaires de Banque Populaire Atlantique (la « BANQUE » ou la « Banque ») en vigueur. En cas de contradiction, les conditions contractuelles et les conventions spécifiques prévalent sur les présentes conditions générales.

La Convention a pour objet de fixer les conditions de fonctionnement du compte courant professionnel ouvert au nom d'une personne morale par son représentant légal ou par une personne physique exerçant son activité en nom propre.

D'une façon générale, le compte courant produira les effets juridiques et usuels attachés à une telle convention, transformant toutes les opérations en simples articles de crédit et de débit, étant entendu que lorsque les créances seront inscrites dans des comptes distincts, ces comptes seront considérés comme des chapitres d'un compte courant unique, générateur d'un solde immédiatement disponible en euros. A ce titre, les créances réciproques du (des) titulaire(s) du compte (ci-après le « CLIENT » ou le « Client ») et de la BANQUE, nées des opérations que ceux-ci traiteront ensemble, quelle que soit la monnaie utilisée entreront dans ce compte, dès la conclusion des opérations dont elles seront issues indépendamment de leur dates de comptabilisation, à l'exception de toute créance que la BANQUE ou le CLIENT, déciderait d'exclure de ce compte courant unique. Les créances exprimées en devises sont converties en euros sur la base des derniers cours indicatifs diffusés par la Banque de France

Les créances certaines, liquides et exigibles, formeront le solde provisoire disponible du compte courant, dès leur entrée en compte, les autres entrant au différé du compte. En raison de l'effet de garantie attaché aux créances entrées en compte courant, le CLIENT ne peut affecter une de ses remises à un paiement particulier sans l'accord de la BANQUE, sauf pour régulariser un chèque impayé en application de l'article L. 131-74 du Code monétaire et financier (ci-après « COMOFI »). Le CLIENT s'engage à faire transiter par son compte courant ses mouvements de fonds en proportion des opérations de crédit traitées avec la BANQUE.

Les coordonnées de l'autorité de contrôle compétente sont les suivantes : Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution : 61, rue Taitbout 75436 Paris Cedex 09.

La liste des établissements de crédit et plus généralement celle des prestataires de services de paiement habilités peut être consultée sur le site de la Banque de France (<http://www.Banque-france.fr>).

ARTICLE PRELIMINAIRE - SOUMISSION DES PARTIES AU REGIME DEROGATOIRE VISE AUX ARTICLES L133-2, L133-24 ET L314-5 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER

Les dispositions françaises transposant la Directive Européenne 2007/64/CE du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur ont été introduites dans le COMOFI, par Ordonnance n°2009-866 du 15 juillet 2009.

Concernant les services et opérations de paiement soumis au régime issu de cette Directive, précisés à l'article L133-1 du COMOFI, la BANQUE et le CLIENT conviennent, par dérogation aux dispositions listées aux articles L133-2, L133-24 et L314-5 du COMOFI, d'appliquer la Convention, afin de conserver la souplesse nécessaire à la prise en compte des besoins spécifiques des Clients agissant à des fins

professionnelles et de traiter de manière optimale les opérations initiées par ces Clients.

Les opérations de paiement visées à l'article L133-1 du COMOFI sont celles effectuées sur la base des services de paiement visés à l'article L314-1 II du COMOFI et répondant aux caractéristiques suivantes :

- opérations libellées en euros ou dans l'une des autres devises de l'Espace Economique Européen et effectuées à l'intérieur de l'EEE (y compris, la France métropolitaine, ses départements d'outremer, Saint Martin et Saint Barthélemy) ;

- opérations libellées en euros effectuées sur le territoire de la collectivité d'outre-mer Saint-Pierre-et-Miquelon ou entre ce territoire et la France métropolitaine, ses départements d'outre-mer, Saint-Barthélemy et Saint-Martin ;

- opérations libellées en Francs CFP effectuées sur le territoire de la Nouvelle Calédonie, Polynésie Française ou des Iles Wallis et Futuna ou entre ces territoires et la France métropolitaine, ses départements d'outre-mer, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

Les principaux services de paiement relevant de l'article L314-1 II du COMOFI sont :

- les services permettant le versement d'espèces sur un compte et les opérations de gestion d'un compte,
- les services permettant le retrait d'espèces sur un compte et les opérations de gestion d'un compte,

- L'exécution des opérations de paiement suivantes associées à un compte ou à un crédit :

- les prélèvements, y compris les prélèvements autorisés unitairement,
- les opérations de paiement effectuées avec une carte de paiement ou un dispositif similaire,
- les virements, y compris les ordres permanents,

- L'émission d'instruments de paiement et/ou l'acquisition d'ordres de paiement.

Les règles auxquelles il est ainsi dérogé concernent en particulier :

- le fait que le retrait du consentement peut intervenir à tout moment tant que l'ordre de paiement n'a pas acquis un caractère d'irrévocabilité (article L133-7, troisième et quatrième alinéas du COMOFI),

- le moment d'irrévocabilité des ordres de paiement et les règles tarifaires encadrant la révocation des ordres (article L133-8 du COMOFI),

- le régime de responsabilité pour les opérations de paiement non autorisées effectuées par l'intermédiaire d'un instrument de paiement assorti d'un dispositif de sécurité personnalisé en cas de perte, vol, détournement ou toute utilisation non autorisée de cet instrument ou des données qui lui sont liées (articles L133-19 et L133-20 du COMOFI),

- le régime de responsabilité en cas d'opérations mal exécutées (article L133-22 du COMOFI)

- le régime de responsabilité des opérations de paiement ordonnées par le bénéficiaire ou par le payeur par l'intermédiaire du bénéficiaire, autorisées mais contestées (article L133-25 du COMOFI),

- le délai maximum de contestation des opérations non autorisées ou mal exécutées (article L133-24 du COMOFI)

- la preuve (article L133-23 du COMOFI),

- l'encadrement et les dispositions relatives aux tarifs de l'article L133-26-I du COMOFI et de l'article L314-7 du COMOFI (sauf pour le III de ce dernier),

- les obligations d'information (mentions légales de la Convention, informations avant ou après exécution des opérations de paiement) et le régime applicable à la convention de compte et aux contrats cadres de services de paiement figurant au chapitre IV du titre 1^{er} du Livre III du COMOFI,

La Convention tient compte par ailleurs, le cas échéant, des dispositions impératives applicables aux opérations de paiement relevant de l'article L133-1 du COMOFI.

Article 1 - OUVERTURE DE COMPTE - FORMALITÉS - PROCURATIONS

La Convention peut être souscrite en agence ou dans le cadre d'un mode de commercialisation à distance (notamment par téléphone en relation avec un conseiller de la BANQUE). Il peut être ouvert, sous réserve d'acceptation de la BANQUE, d'autres comptes courants au CLIENT (notamment compte en devises) faisant l'objet d'une convention de compte signée séparément.

La BANQUE informe le CLIENT qu'elle dispose, étant précisé que la liste n'est pas exhaustive, d'une offre de produits et services bancaires (dont moyens et instruments de paiement), monétiques, de Banque en ligne, de placement et d'investissement, ainsi que de produits d'assurance, susceptibles de répondre à ses besoins. Le conseiller du CLIENT est à sa disposition pour toute information sur l'ensemble de l'offre de la BANQUE et sur tout produit ou service de celle-ci.

1-1 OUVERTURE DE COMPTE

1.1.1 Le CLIENT remet à la BANQUE l'ensemble des documents nécessaires à l'ouverture du compte, selon la procédure en vigueur dans la BANQUE et qui lui a été communiquée.

- Lorsque le CLIENT exerce son activité en nom propre, il présente à la BANQUE une pièce d'identité officielle comportant une photographie récente en cours de validité et un justificatif de domicile.

Le CLIENT fournit également à la BANQUE :

- un extrait d'immatriculation au Registre du commerce s'il est commerçant
- et/ou un extrait d'inscription au répertoire des métiers s'il est artisan, de moins de trois mois,
- un avis de situation INSEE ou une carte professionnelle ou une justification d'inscription à l'ordre professionnel ou une attestation d'inscription au répertoire ADELI s'il s'agit d'une profession libérale.
- Lorsque le CLIENT est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, il devra en outre fournir copie de sa déclaration d'affectation et des annexes à cette dernière s'il y a lieu, ainsi que la copie du récépissé de dépôt au registre concerné en cas de délivrance par ce dernier.
- Lorsque le CLIENT est une société, le représentant légal présente à la BANQUE, un extrait d'inscription au registre du commerce et des sociétés à jour daté de moins de trois mois, mentionnant le cas échéant, la dénomination commerciale sous laquelle la société entend exercer son activité, ainsi qu'un exemplaire des statuts certifié conforme. Les représentants légaux de la société, doivent par ailleurs justifier de leur identité et de leurs pouvoirs.
- Lorsque le CLIENT est de nationalité étrangère, la BANQUE recueille tout justificatif établissant l'autorisation d'exercer sur le territoire français, et vérifie la validité des pièces remises au regard de la législation nationale du CLIENT.

La BANQUE recueille un spécimen de la signature du titulaire personne physique ou des représentants légaux du titulaire personne morale

La BANQUE se fait également communiquer les justificatifs d'identité des personnes physiques dont les signatures sont déposées.

La BANQUE se réserve, le cas échéant et sans avoir à motiver sa décision, la possibilité de refuser l'ouverture du compte.

L'ouverture du compte ne devient effective que lorsque les vérifications à la charge de la BANQUE ont été effectuées. Conformément aux dispositions légales en vigueur, la BANQUE déclare l'ouverture du compte à l'administration fiscale.

1.1.2 Conformément à :

- la loi n° 2014-1098 du 29 septembre 2014 ratifiant l'Accord intergouvernemental entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « Loi FATCA »),
 - la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal,
 - l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers signé par la France le 29 octobre 2014 et la Norme commune de déclaration approuvée par le Conseil de l'OCDE le 15 juillet 2014, (ci-après ensemble « la réglementation concernant l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale »), la BANQUE doit effectuer des diligences d'identification de la résidence à des fins fiscales du titulaire de compte et remplir des obligations déclaratives annuelles à l'égard de l'administration fiscale française concernant les comptes déclarables des personnes non résidentes à des fins fiscales en France (y compris les Personnes américaines déterminées, au sens de la loi FATCA). L'administration fiscale française procède à la transmission de ces informations à l'administration fiscale du pays de résidence à des fins fiscales du titulaire du compte déclarable si la réglementation concernant l'échange automatique d'informations l'exige.
- Les personnes concernées s'engagent à fournir à la BANQUE tous les documents et justificatifs concernant leur(s) pays de résidence à des fins fiscales.

1-2 DROIT AU COMPTE

Selon l'article L312-1 du code monétaire et financier, toute personne physique ou morale domiciliée en France, ou toute personne physique de nationalité française résidant hors de France, dépourvue d'un compte de dépôt, qui s'est vue refuser l'ouverture d'un tel compte par l'établissement choisi, peut demander à la Banque de France de lui désigner un établissement de crédit qui sera alors tenu de fournir gratuitement l'ensemble de produits et services énumérés par l'article D312-5 du COMOFI (ci-après « services bancaires de base ») et mentionnés dans les conditions tarifaires de la BANQUE. La désignation de la BANQUE par la Banque de France ne dispense pas le CLIENT de se soumettre aux dispositions légales de vérification d'identité et de domicile exigées lors de toute ouverture de compte.

Le compte ainsi ouvert ne peut fonctionner qu'en position créditrice. La gratuité est strictement limitée aux services bancaires de base. Pour les opérations et services non-inclus dans les services bancaires de base ou excédant les limites fixées par la réglementation, une tarification sera, le cas échéant, appliquée telle que prévue dans les conditions tarifaires de la BANQUE.

Toute décision de clôture du compte à l'initiative de l'établissement de crédit désigné par la Banque de France doit faire l'objet d'une notification écrite et motivée adressée au titulaire du compte et à la Banque de France pour information.

Un délai minimum de deux mois doit être consenti obligatoirement au titulaire du compte. Ces dispositions s'appliquent aux interdits bancaires.

1-3 PROCURATION - DELEGATIONS DE POUVOIRS

1.3.1 Procuration donnée à une personne physique

Le CLIENT peut donner à une ou plusieurs personnes une procuration, c'est-à-dire un mandat à l'effet de faire fonctionner le compte et d'obtenir toutes informations dans les mêmes conditions que s'il y procédait lui-même. Dans le cas d'un compte collectif ouvert entre personnes physiques, la procuration est donnée par tous les co-titulaires.

La désignation du mandataire relève de l'entière responsabilité du CLIENT. Les opérations effectuées par le mandataire engagent ainsi la responsabilité du (des) titulaire(s) du compte.

Le mandataire dépose un spécimen de sa signature et justifie de son identité et de son domicile dans les mêmes conditions que le CLIENT. Par ailleurs, la BANQUE se réserve la faculté de refuser d'agréer le mandataire désigné sans avoir à justifier sa décision.

La procuration prend fin en cas de renonciation par le mandataire à son mandat ou en cas de dénonciation de ce mandat notifiée par écrit à la BANQUE par le titulaire ou l'un des co-titulaires du compte, en cas de décès du CLIENT, de clôture du compte ou sur l'initiative de la BANQUE informant le CLIENT qu'elle n'a agréé plus, le mandataire pour des raisons de sécurité. En cas de résiliation de la procuration, le CLIENT doit mettre tout en œuvre pour obtenir la restitution des moyens de paiement et de retrait confiés au mandataire et prendre toute disposition utile pour interdire à ce dernier l'accès au compte par le moyen des canaux de Banque à distance.

Lorsque le compte est, à la demande du CLIENT, transféré dans une autre agence de la BANQUE, les procurations données à des tiers, restent valables sauf dénonciation expresse de celles-ci par le titulaire du compte.

1.3.2 Délégations de pouvoirs au sein d'une personne morale

Les représentants légaux d'une société titulaire du compte peuvent dans le respect des statuts déléguer leurs pouvoirs au titre d'une ou plusieurs opérations déterminées, cette délégation ne pouvant cependant aboutir à un transfert de l'ensemble de leurs pouvoirs et responsabilités. Par ailleurs, la BANQUE se réserve la faculté de refuser d'agréer le mandataire désigné sans avoir à justifier sa décision.

Le mandataire dépose un spécimen de sa signature et justifie de son identité.

Les pouvoirs du mandataire sur le compte restent valables jusqu'à la notification à la BANQUE de la dénonciation ou la modification de ceux-ci.

1.3.3 Délégation de pouvoirs spécifiques aux opérations de marché financier

Il appartient également aux représentants légaux du CLIENT de remettre à la BANQUE, si nécessaire, les pouvoirs spéciaux (conformes au modèle en cours à la BANQUE) dont l'objet est d'autoriser une ou plusieurs personnes de son choix à conclure par tout moyen, y compris par téléphone, toutes opérations de marché.

1.3.4 Délégation de pouvoirs spécifiques à un système d'échange électronique ou numérique

Le CLIENT peut autoriser, moyennant la signature d'un contrat spécifique (par exemple de télétransmission EBICS), une ou plusieurs personnes de son choix à faire fonctionner, en son nom, son compte courant.

Dans ce cas, la procédure sera réputée déroger à tout autre système de contrôle relatif aux pouvoirs. Seul le contrôle mentionné dans le contrat spécifique s'appliquera. Il appartient au CLIENT de veiller à la concordance des délégations de pouvoirs consenties de manière habituelle et de celles consenties dans le cadre de ces contrats spécifiques.

1.3.5 Mandats au sein des groupes de sociétés

Le CLIENT, qui est chargé d'effectuer des opérations commerciales et de gestion de trésorerie pour le compte d'autres personnes morales et qui pour mener à bien cette mission est amené à signer, pour leur compte, des contrats de télétransmission ou tout autre contrat spécifique, s'engage à faire signer à ces personnes morales un mandat (conforme au modèle en cours à la BANQUE) et à en remettre un exemplaire à la BANQUE.

1.3.6 Validité des délégations

Ces délégations sont consenties par les représentants légaux agissant en-qualités au nom de la personne morale. Elles restent donc valables jusqu'à réception par la BANQUE de la notification de la révocation ou de la modification des pouvoirs par les représentants légaux du CLIENT. La BANQUE est dispensée d'aviser le mandataire de ces événements.

1.4 - COMPTE JOINT ET COMPTE INDIVIS

Les formalités d'ouverture de compte prévues au **1.1 ci-dessus** s'appliquent à chaque co-titulaire de compte collectif.

1.4.1 Compte joint entre personnes physiques

Les personnes exerçant leurs activités en nom propre peuvent ouvrir un compte joint qui fonctionne dans les conditions suivantes :

- Chaque co-titulaire peut agir sous sa seule signature conformément aux dispositions de l'article 1197 du code civil pour effectuer toute opération ou demander la délivrance de moyens de paiement et/ou de retrait.

- Les co-titulaires désignent, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article L131-80 du COMOFI, celui d'entre eux qui sera présumé être l'auteur de tout incident de paiement par chèque constaté sur le compte et auquel les sanctions légales exposées à l'article 5.2.2 des présentes seront applicables.

- En principe, le solde du compte doit rester toujours créditeur. Toutefois, la BANQUE peut consentir aux co-titulaires une autorisation de découvert dans les conditions décrites à l'article 8 de la Convention.

- Les co-titulaires s'engagent solidairement dans les termes de l'article 1200 du code civil envers la BANQUE qui pourra ainsi exiger de l'un quelconque d'entre eux le paiement de toute créance résultant du fonctionnement du compte. Les héritiers et ayants-droit de ceux-ci seront tenus dans les mêmes conditions.

- En cas de décès d'un co-titulaire, le(s) survivant(s) continue(nt) de faire fonctionner le compte, sauf opposition notifiée à la BANQUE directement par un ou plusieurs héritiers du défunt ou par le notaire chargé de la succession.

- Le compte joint peut être clôturé à l'initiative de la BANQUE ou des co-titulaires agissant ensemble dans les mêmes conditions que pour un compte individuel (cf. article 9). La convention de compte joint peut également être dénoncée par l'un des co-titulaires au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la BANQUE et

à chacun des autres co-titulaires. Cette dénonciation entraîne la transformation immédiate du compte joint en un compte indivis, compte collectif sans solidarité active, chaque opération, notamment la destination du solde devant donner lieu à une décision conjointe des co-titulaires. La BANQUE en informe par écrit tous les co-titulaires et leur demande la restitution immédiate de tous les moyens de paiement.

- Le compte joint peut à la demande de l'ensemble des co-titulaires, être transféré dans une autre agence de la BANQUE. Dans ce cas, il continue de produire tous ses effets.

- Les co-titulaires sont solidairement responsables des conséquences financières résultant de l'utilisation et de la conservation des moyens de paiement et/ou de retrait ayant pu être délivrés sur le compte à l'un quelconque des co-titulaires sur sa demande et non restitués, jusqu'à la dénonciation de la convention de compte joint, à la condition que celle-ci ait été notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à tous les intéressés, par le co-titulaire ayant dénoncé. Ainsi, en cas de décision de retrait d'une carte bancaire « CB », fonctionnant sur le compte joint, tous les co-titulaires étant solidairement responsables du fonctionnement dudit compte, sont inscrits sur le Fichier Central des retraits de cartes bancaires tenu par la Banque de France.

1.4.2 Comptes indivis

Le compte indivis est assorti de la seule solidarité passive et fonctionne sous les signatures conjointes de tous les co-titulaires ou sous celle de leurs mandataires ou d'un mandataire commun. Les co-titulaires sont tenus solidairement envers la BANQUE de tous les engagements contractés dans le cadre de la Convention.

En cas de décès de l'un des co-titulaires, le compte sera bloqué. Les sommes figurant au compte au jour du décès ne pourront être retirées que sur signature conjointe de tous les autres co-titulaires et des ayants-droit du défunt ou du notaire chargé de la succession dûment mandaté à cet effet. En cas de solde débiteur au jour du décès, la solidarité en vertu de laquelle chaque co-titulaire est tenu de la totalité de la dette se poursuit entre le co-titulaire survivant et les héritiers du défunt, à concurrence du solde débiteur du compte à la date du décès y compris les opérations en cours.

La clôture du compte indivis peut être effectuée à tout moment sur instruction écrite conjointe de tous les co-titulaires communiquée par lettre recommandée avec avis de réception adressé à l'agence qui tient le compte. Le retrait du solde créditeur ne pourra s'opérer que sur signature conjointe de tous les co-titulaires.

Le retrait d'un des co-titulaires, notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la BANQUE, entraîne la clôture du compte.

1.5 INACTIVITE DU COMPTE

Il résulte de l'article L 312-19 du COMOFI que le compte courant est considéré comme inactif :

-si le CLIENT n'a effectué aucune opération pendant un an ; la loi prévoit que certaines opérations ne peuvent pas rendre le compte actif : il s'agit des frais et commissions de toute nature prélevées par la BANQUE, du versement des intérêts, du versement de produits ou remboursements de titres de capital (par exemple remboursement d'obligations ou d'actions) ou de créances (par exemple versement du capital et des intérêts d'un compte à terme venu à échéance) ;

et

-si le CLIENT ne s'est pas manifesté sous quelque forme que ce soit au cours de cette période.

Toutefois, la loi prévoit qu'une opération effectuée sur l'un quelconque des comptes du client rend à nouveau l'ensemble de ses comptes actifs à compter de la date de cette opération.

Au terme de 10 ans d'inactivité, la BANQUE sera tenue de clôturer le compte et de transmettre les fonds à la Caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article L 312-20 du COMOFI.

En cas de solde débiteur du compte courant, la BANQUE compensera ce solde avec les soldes créditeurs des comptes énumérés et dans l'ordre indiqué à l'article 2.4 des présentes. Ces fonds seront conservés pendant 20 ans par la Caisse des dépôts et consignations où ils pourront être réclamés par le CLIENT au cours de cette période. A l'issue de ces 20 années, la Caisse des dépôts et consignations transférera les fonds consignés à l'Etat qui en deviendra immédiatement propriétaire.

Article 2 - FONCTIONNEMENT DU COMPTE COURANT

Le fonctionnement du compte du CLIENT est régi par les règles juridiques du compte courant et les usages bancaires en France. Il est également soumis, le cas échéant, aux dispositions de la réglementation européenne et aux dispositions de la réglementation française des opérations avec l'étranger.

2.1 UNICITE ET INDIVISIBILITE DU COMPTE

Sauf dérogation expresse, toutes les opérations qui seront traitées entre le CLIENT et la BANQUE feront l'objet d'un compte courant unique et indivisible, même si les écritures relatives à ces opérations sont comptabilisées dans des monnaies différentes, ou dans des comptes distincts, en raison de la nature même des opérations traitées, ou pour la clarté des écritures, ou encore pour la commodité réciproque du CLIENT et de la BANQUE.

Ainsi, quels que soient leur nature et leur intitulé, les rubriques ou divers comptes, y compris les comptes servant à enregistrer les engagements par signature, les comptes en devises, et les comptes à terme ne constitueront chacun qu'un simple chapitre du compte courant avec lequel ils ne formeront constamment qu'un compte général et unique.

Le total des crédits et des débits se compensera automatiquement à tout moment pour ne faire ressortir qu'un solde unique en raison de la connexité très étroite liant les créances constituées par les soldes des différents comptes permettant, le cas échéant, la compensation entre les soldes des différents comptes. Il en ira différemment des remises ou opérations qui, de convention expresse avec le CLIENT, seront spécialement affectées ou comptabilisées dans un compte spécialement ouvert à cet effet. Toutefois, en cas de comptabilisation d'un effet ou d'un chèque dans un compte spécial d'impayés, la BANQUE conserve la faculté de contrepasser ultérieurement et à toute époque le montant de cet effet ou de ce chèque, en exerçant ainsi soit son recours cambiaire, soit le recours fondé sur le contrat d'escompte. Le montant des effets impayés non contrepassés portera intérêts au taux des intérêts applicables au découvert.

Toute opération de crédit par la BANQUE et matérialisée par une écriture au crédit du compte n'emportera pas novation des rapports contractuels relatifs à cette opération et notamment des garanties consenties.

De convention expresse, les sûretés et garanties attachées une opération portées en compte courant subsisteront jusqu'à la clôture, en garantie du solde débiteur éventuel du compte.

Toutefois, et sauf convention contraire, les décisions de paiement ou de rejet de toutes valeurs (chèques, domiciliation, etc) sont prises en considération de la seule position du compte sur lequel la valeur est domiciliée. Il en est de même des intérêts dont le calcul s'effectue compte par compte, sauf accord écrit de la BANQUE.

2.2 CONVERSION DES OPÉRATIONS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

Il est convenu pour les opérations libellées en monnaies étrangères que la BANQUE les appréciera à tout moment en euros, pour déterminer la situation du CLIENT dans ses livres. Les opérations seront estimées, à cet effet, d'après le cours de la devise ou le taux de conversion de la monnaie à la date considérée : le taux de change applicable sera celui retenu par la BANQUE pour ses opérations de change du jour.

2.3 GESTION DES COMPTES BANCAIRES DU CLIENT

Définitions :

Pour les besoins des présentes, on entend par :

Jour Ouvrable : jour au cours duquel la BANQUE exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement, c'est-à-dire du lundi au vendredi sous réserve des heures et jours de fermeture des agences de la BANQUE pour les opérations réalisées au guichet et des jours de fermeture des systèmes permettant le règlement des opérations de paiement.

Heure limite de réception d'un ordre de paiement : heure limite au-delà de laquelle tout ordre de paiement reçu est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant (il est conseillé à chaque BP d'indiquer ses cut off par type d'opérations / par canal... : versement d'espèces, virements, retraits d'espèces, transactions via les services de Banque en ligne... dans les conditions générales ou tarifaires).

2.3.1 Fonctionnement des comptes du CLIENT

En raison de la connexité ci-dessus rappelée au 2.1, le CLIENT autorise d'ores et déjà la BANQUE, sur simple avis de sa part, à convertir les opérations d'une monnaie dans une autre monnaie, virer le produit de cette conversion dans un compte et compenser ainsi les différents soldes. Dans tous les cas et sans qu'il soit besoin d'autres stipulations, les soldes des comptes créditeurs, en quelque monnaie qu'ils soient libellés, constitueront la garantie des soldes débiteurs.

Pour sûreté du remboursement des opérations et notamment du solde débiteur éventuel du compte courant qui apparaîtrait à la clôture de celui-ci, la BANQUE, de convention expresse, conservera à titre de garantie tous effets de commerce, remis à l'encaissement ou à l'escompte et contre-passés pour en poursuivre le recouvrement, les sommes recouvrées s'imputant sur le solde du compte.

La BANQUE pourra, sans formalité préalable, et sans avoir à clôturer le compte, agir en remboursement de tout solde débiteur.

Enfin, seront exceptées de la Convention les opérations afférentes à des prestations particulières de la BANQUE pour le CLIENT dans un cadre spécifique.

2.3.2 Remise d'ordres de paiement ou d'encaissements sur le compte

a) Dispositions spécifiques relatives aux opérations de paiement visées à l'article L133-1 du COMOFI

Pour les opérations de paiement relevant de l'article L133-1 du COMOFI, la BANQUE s'engage à transférer le montant total de l'opération de paiement et à ne pas prélever de frais sur le montant transféré. Les frais liés à l'opération seront prélevés de façon distincte sur le compte du CLIENT. Ces

frais sont mentionnés dans les conditions tarifaires en vigueur. Lorsque ces opérations ne nécessitent pas d'opération de change, le principe est que la Banque du payeur et la Banque du bénéficiaire prélèvent chacune leurs frais à leurs Clients respectifs.

Le moment de réception d'un ordre de paiement par la Banque du payeur varie selon les catégories d'opérations : il s'agit soit de la date et de l'heure de réception effective par la BANQUE des instructions du CLIENT, soit du jour convenu pour commencer l'exécution de l'ordre. Ce moment de réception est le point de départ du délai d'exécution maximum de l'opération de paiement tel que défini aux articles L133-12 et 13 du COMOFI, étant entendu que l'exécution est réalisée lors du crédit en compte de la Banque du bénéficiaire. Le délai d'exécution maximum varie selon le type d'opération.

Le moment de réception et les délais maximum d'exécution sont précisés ci-après :

⇒ **Moment de réception et délai d'exécution maximal par catégories d'opérations**

Versements d'espèces :

- **dans la devise du compte :** Le moment de réception des fonds, c'est-à-dire le moment de réception par la BANQUE de l'ordre de versement correspond au jour convenu pour l'exécution de l'ordre, c'est-à-dire au jour où la BANQUE est informée, après comptage et contrôle des fonds par la BANQUE ou ses prestataires, du montant versé par le CLIENT. Si le moment de réception n'est pas un Jour Ouvrable pour la BANQUE, l'ordre de versement d'espèces est réputé avoir été reçu le Jour Ouvrable suivant. Lorsque le CLIENT ou son mandataire verse des espèces sur son compte, dans la devise de ce compte, la BANQUE veille à ce que le montant versé soit mis à disposition et reçoive une date de valeur au plus tard le Jour Ouvrable suivant celui de la réception des fonds.

- **dans une devise différente de la devise du compte :** Le moment de réception des fonds, c'est-à-dire le moment de réception par la BANQUE de l'ordre de versement correspond au jour convenu pour l'exécution de l'ordre, c'est-à-dire au jour où, d'une part la BANQUE est informée, après comptage et contrôle des fonds par la BANQUE ou ses prestataires, du montant versé par le CLIENT et d'autre part les fonds versés sont convertis dans la devise du compte. Si le moment de réception n'est pas un Jour Ouvrable pour la BANQUE, l'ordre de versement d'espèces est réputé avoir été reçu le Jour Ouvrable suivant. Dans le cas des versements d'espèces dans une devise différente de la devise du compte, l'article 2.3.4 des présentes conditions générales s'applique.

Retraits d'espèces :

- **en euro à partir d'un compte en euro :** Le moment de réception correspond à la date et heure auxquelles la BANQUE reçoit effectivement les instructions du CLIENT. L'ordre de retrait d'espèces est exécuté immédiatement après la réception de l'ordre. Pour les ordres de retrait qui excède un montant indiqué en agence, le CLIENT est tenu à un délai de prévenance indiqué en agence ou dans les conditions contractuelles.

- **dans une devise EEE autre que l'euro :** Le moment de réception intervient à la fin du délai nécessaire à la BANQUE pour effectuer l'opération de change et réunir la somme en espèces demandée. Dans ce cas, l'article 2.3.4 des présentes conditions générales s'applique. Lorsque le CLIENT se présente en agence le jour convenu, l'ordre de retrait d'espèces est exécuté immédiatement.

Virements SEPA

Moment de réception d'un ordre de virement SEPA:

- Virement dont l'exécution est demandée au mieux : date et heure auxquelles la BANQUE reçoit effectivement les instructions du CLIENT. La BANQUE peut établir une heure limite au-delà de laquelle tout ordre de virement reçu est réputé avoir été reçu le Jour Ouvrable suivant. Si le moment de réception n'est pas un Jour Ouvrable pour la BANQUE, l'ordre de virement est réputé avoir été reçu le Jour Ouvrable suivant. (Chaque BP doit indiquer ses propres heures limites/cut off par type d'opérations).

- Virement à échéance (permanent ou occasionnel) : jour convenu pour son l'exécution. Si le jour convenu n'est pas un Jour Ouvrable pour la BANQUE, l'ordre de paiement est réputé avoir été reçu le Jour Ouvrable suivant.

Délai maximal d'exécution d'un virement SEPA:

-Délai maximal d'exécution d'un virement SEPA émis par le CLIENT :

- La BANQUE s'engage à exécuter les ordres de virement relevant de l'article L133-1 du COMOFI dans un délai maximal d'un Jour Ouvrable suivant le moment de réception de l'ordre de virement indiqué ci-dessus. Ce délai maximal d'exécution sera porté à deux Jours Ouvrables pour les ordres de virement initiés sur support papier.

En cas d'insuffisance de fonds, le moment de réception est fixé au Jour Ouvrable de réception des fonds par la BANQUE.

- Délai maximal d'exécution pour un virement SEPA reçu par le CLIENT : La Banque du bénéficiaire met le montant de l'opération à disposition du bénéficiaire après que son propre compte a été crédité.

- Pour les virements impliquant une opération de change, le délai d'exécution ne peut pas dépasser 4 Jours Ouvrables à compter du moment de réception de l'ordre de virement.

Télé règlement SEPA, TIPSEPA, :

Pour un télé règlement SEPA, le moment de réception par la BANQUE correspond au jour de l'échéance du paiement (jour convenu) ou, en l'absence d'échéance ou dans le cas d'un paiement ponctuel, à la date de règlement interbancaire.

Pour un TIPSEPA, le moment de réception par la Banque correspond à la date de règlement interbancaire s'agissant d'un paiement à vue.

Prélèvements SEPA CORE et SEPA interentreprises (B2B) reçus par le CLIENT

-Moment de réception :

Le moment de réception d'un ordre de prélèvement SEPA par la BANQUE correspond à la date d'échéance. Si ce n'est pas un Jour Ouvrable, l'ordre est réputé avoir été reçu le Jour Ouvrable suivant.

-**Délai d'exécution** : La Banque du bénéficiaire (Banque du créancier du CLIENT) transmet l'ordre de prélèvement SEPA à la BANQUE dans les délais convenus entre le bénéficiaire et sa Banque. Ces délais doivent permettre le règlement à la date convenue.

Pour les prélèvements SEPA interentreprises, le délai de présentation entre Banques est au minimum d'un jour ouvré avant la date d'échéance.

Opérations par carte :

Le moment de réception correspond au jour convenu entre le bénéficiaire (le créancier) et son prestataire de services de paiement pour l'exécution de cet ordre (date de règlement de l'opération dans le système d'échange interbancaire = date d'échéance). Un ordre de paiement par carte est exécuté le jour convenu.

b) Dispositions communes

Le compte enregistre toutes les opérations de paiement, soit les opérations de dépôt, de retrait et de transfert de fonds, autorisées ou reçues par le CLIENT.

Toutefois la BANQUE est fondée dans certains cas à refuser l'exécution d'un ordre de paiement, notamment en raison d'un défaut de provision suffisante sur le compte, d'une erreur matérielle ou d'une disposition législative ou réglementaire.

Pour les opérations de paiement relevant de l'article L133-1 du COMOFI, lorsque la BANQUE refuse d'exécuter un ordre de paiement, elle le notifie au CLIENT (ou met la notification à sa disposition) par tout moyen, dès que possible et, en tout état de cause, dans un délai d'un Jour Ouvrable à compter de la décision de refuser. La BANQUE indique également au CLIENT, si possible et à moins d'une interdiction en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale, les motifs de ce refus et, en cas d'erreur matérielle, la correction appropriée. Un ordre de paiement refusé est réputé non reçu et ne peut engager la responsabilité de la BANQUE.

La BANQUE a la possibilité d'imputer des frais pour ces refus objectivement justifiés et pour leur notification. Dans ce cas, ces frais sont mentionnés dans les conditions tarifaires en vigueur.

Les opérations de CREDIT sont effectuées par :

- **des remises de chèques endossés à l'ordre de la BANQUE** : la remise de chèques s'effectue au moyen d'un bordereau. En principe, dès la remise, le montant du chèque est porté au crédit du compte sous réserve de son encaissement. Toutefois, la BANQUE du tireur du chèque bénéficie d'un délai pendant lequel elle peut en refuser le paiement (ci-après « délai d'encaissement »). Dans le cas où le chèque reviendrait impayé, la BANQUE procédera à la contrepassation, c'est-à-dire débitera le compte du montant correspondant, immédiatement et sans information préalable. Dans ce cas, le CLIENT pourra exercer ses recours contre le tireur du chèque, et, dans les conditions prévues par la loi, obtenir un certificat de non paiement sur présentation du chèque, directement auprès du banquier du tireur ou par l'intermédiaire de la BANQUE moyennant des frais indiqués dans les conditions tarifaires en vigueur. En cas d'escompte, la BANQUE pourra préférer exercer elle-même ses recours en vertu de ce chèque qui n'est alors pas contrepassé. Dans l'hypothèse où la BANQUE préfère ne prendre le chèque qu'à l'encaissement et différer ainsi la mise à disposition du montant du chèque tant que le délai d'encaissement n'est pas écoulé, elle en avertit préalablement le CLIENT par tous moyens. Les délais d'encaissement sont précisés aux conditions tarifaires de la BANQUE en vigueur.

- **des versements d'espèces** : chaque versement d'espèces donne lieu à la remise d'un reçu au CLIENT. Dans le cas d'un versement par l'intermédiaire d'un guichet automatique, le ticket éventuellement délivré au CLIENT pour mémoire, ne vaut pas preuve de la matérialité du dépôt et du montant allégué. Le compte du CLIENT sera crédité du montant reconnu dans le procès-verbal établi postérieurement par la BANQUE lors des opérations d'inventaire et les écritures comptables corrélatives, sauf au CLIENT à apporter, par tous moyens, la preuve que le montant déposé est différent de celui inventorié et porté au crédit du compte. Les sommes déposées en devises étrangères sont automatiquement

converties en euros, cette opération donnant lieu au paiement d'une commission de change selon conditions tarifaires de la BANQUE en vigueur, sauf dans l'hypothèse où le CLIENT aurait préalablement ouvert un compte dans la devise concernée.

- **des virements et domiciliations créditeurs initiés par le CLIENT ou des tiers à partir d'un autre compte.**

- **des encaissements de lettres de change acceptées ou non tirées sur des tiers ou des billets à ordre souscrits par des tiers au profit du CLIENT :** le CLIENT s'engage, pour les lettres de change et billets à ordre, à n'utiliser que des imprimés normalisés. La BANQUE peut adresser les lettres de change qu'elle a escomptées à l'acceptation du tiré : en cas de refus du tiré, ou en cas de non-restitution de ces effets au plus tard trente jours avant l'échéance, la BANQUE pourra d'office en contrepasser le montant au compte du CLIENT sans attendre l'échéance, sans faire dresser protêt, et moyennant rétrocession des agios d'escompte correspondants calculés prorata temporis. Le CLIENT remettant à l'encaissement des lettres de change relevé (LCR) et des billets à ordre relevé (BOR) s'engage à ce que ces LCR et BOR soient fondés sur des effets de commerce sur support papier. Ces LCR et BOR relèvent du régime applicable aux effets de commerce et non du régime issu de la Directive sur les services de paiement, quand bien même ils font l'objet en pratique d'une dématérialisation en cours de vie pour en faciliter la circulation et l'encaissement.

- **des encaissements de factures de cartes bancaires :** lorsque le CLIENT aura adhéré au système de paiement par cartes bancaires, cette adhésion donnant lieu à la signature d'un contrat qui stipule les conditions de cette adhésion (modalités de fonctionnement, tarification).

- **des remises d'ordre de prélèvement SEPA en faveur du CLIENT :** un CLIENT créancier souhaitant émettre des ordres de prélèvements SEPA CORE ou interentreprises, devra signer une convention d'émission de prélèvement SEPA, adaptée au type de prélèvement concerné, par acte séparé, sous réserve de l'accord de la BANQUE.

Les opérations de DEBIT sont effectuées par :

- **des retraits d'espèces effectués :**

. dans toute agence de la BANQUE à concurrence de la totalité des avoirs, le cas échéant, à l'aide d'une carte de retrait remise gratuitement au CLIENT et sous réserve du respect d'un préavis, si le retrait excède un montant indiqué en agence,

. dans les guichets automatiques du réseau des Banques Populaires à l'aide d'une carte de paiement ou de crédit « CB » nationale ou Internationale, si le CLIENT en dispose, et dont les conditions de délivrance et l'utilisation font l'objet d'une convention spécifique signée séparément.

. dans les guichets automatiques des établissements français adhérents du système CB, à l'aide d'une carte nationale ou internationale ou des établissements étrangers appartenant au réseau international mentionné sur la carte, à l'aide de la carte « CB » internationale

- **des paiements émis en faveur de tiers au moyen de :**

- **chèques** émis en faveur de tiers, si le CLIENT dispose d'un chéquier.

- **chèques de Banque** émis en faveur de tiers, notamment si le CLIENT ne dispose pas de chéquier.

- la **carte bancaire** nationale ou internationale dont les conditions de délivrance et d'utilisation font l'objet d'une convention spécifique (contrat porteur), chez les commerçants et prestataires de services en France adhérents au système CB, ou à l'étranger à l'aide de la carte internationale chez les commerçants et prestataires de services adhérents au réseau international nommé sur la carte.

- **des virements SEPA permanents ou occasionnels** ordonnés sous forme papier ou sous forme électronique, au profit d'un bénéficiaire dont l'identité et les coordonnées bancaires sont communiquées à la BANQUE ou au profit du CLIENT pour alimenter ses comptes d'épargne ou tout autre compte. Ces virements sont exécutés dans le délai convenu avec la BANQUE. Toutes les opérations initiées au bénéfice du CLIENT ou sur son ordre, seront validées par la prise en considération des données chiffrées du relevé d'identité bancaire mis à la disposition du CLIENT.

- **des prélèvements SEPA CORE et interentreprises (B2B)** initiés par un créancier du CLIENT, autorisé par ce dernier qui aura communiqué au créancier un formulaire unique de mandat signé comme indiqué ci-après.

Description du prélèvement SEPA CORE et prélèvement SEPA interentreprises

Le prélèvement SEPA (Single Euro Payments Area) est un service de paiement visé aux articles L133-1 et L314-I II du COMOFI.

Le prélèvement SEPA peut être un prélèvement SEPA CORE ou un prélèvement SEPA interentreprises (SEPA Business-to-Business Direct Débit).

Le prélèvement SEPA CORE et interentreprises sont des prélèvements, ponctuels ou récurrents, en euros initiés par le créancier sur la base de l'autorisation préalable du débiteur formalisée par un mandat. Les comptes du créancier et du débiteur sont tenus dans des Banques situées dans l'espace SEPA ou dans les Collectivités d'outre-mer du Pacifique (la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et les Iles Wallis et Futuna). Ils peuvent donc être effectués en France ou de façon transfrontalière, entre la France et un pays de l'espace SEPA, ainsi qu'entre la France métropolitaine, les départements et régions d'outre-mer, Saint-Barthélemy, Saint Martin (en sa partie française) et Saint-Pierre-et-Miquelon et l'une des Collectivités d'outre-mer du Pacifique, ou encore entre deux de ces collectivités.

Le prélèvement SEPA interentreprises est accessible uniquement aux Clients débiteurs non consommateurs. **Par son utilisation, le CLIENT débiteur garantit à la BANQUE sa qualité de non consommateur** (personne physique ou morale qui agit dans le cadre de son activité commerciale, professionnelle ou associative).

Le prélèvement SEPA CORE et interentreprises s'appuient sur un formulaire unique de mandat, mis à disposition par le créancier et complété et signé par le débiteur, contenant un double mandat : l'un donné au créancier de présenter des demandes de prélèvements sur le compte désigné du débiteur, le second donné à la Banque du débiteur l'autorisant à débiter ledit compte. Cette double autorisation peut être permanente, s'il s'agit de paiements récurrents, ou unitaire, s'il s'agit d'un paiement ponctuel.

Le formulaire unique de mandat est conservé par le créancier. Les données relatives à ce mandat sont transmises de façon électronique à la Banque du débiteur lors de la présentation du prélèvement SEPA sur le compte du débiteur.

Le mandat de prélèvement SEPA doit comporter un ensemble d'informations obligatoires dont l'Identifiant Créancier SEPA (ICS) du créancier ainsi que la Référence Unique du Mandat (RUM) qui, pour un créancier donné, identifie chaque mandat.

Consentement à un ordre de prélèvement SEPA CORE et interentreprises

Le CLIENT débiteur donne son consentement à l'exécution de prélèvements SEPA CORE ou de prélèvements SEPA interentreprises :

- soit en remettant ou en adressant par courrier au créancier (le bénéficiaire) le formulaire de mandat papier de prélèvement SEPA CORE ou de prélèvement SEPA interentreprises dûment rempli (notamment obligation d'indiquer l'IBAN+BIC du compte à débiter) et signé ;
- soit, le cas échéant, en complétant dûment en ligne le mandat électronique de prélèvement SEPA CORE ou de prélèvement SEPA interentreprises sur le site internet du créancier (bénéficiaire) et en le validant en ligne.

Le CLIENT débiteur s'engage à respecter les termes des mandats convenus avec ses créanciers et à leur signaler tout changement de données le concernant figurant sur ces mandats, dont notamment les coordonnées bancaires du nouveau compte à débiter en cas de changement de Banque. Dans ce cas, la Banque en tant que nouvelle Banque, s'engage à exécuter les prélèvements SEPA CORE et interentreprises qui se présentent sur le compte du CLIENT, sur la base d'un mandat de prélèvement SEPA antérieur. Le mandat reste donc valide.

Le créancier, qui détient et conserve le mandat, devra adresser au débiteur, préalablement au débit, une pré-notification par tous moyens (facture, avis, échéancier), précisant les montant(s) et date(s) d'échéance du (des) prélèvement(s) SEPA, l'ICS et la RUM.

La pré-notification doit être adressée au débiteur au moins 14 jours calendaires (sauf accord bilatéral sur un délai différent) avant sa date d'échéance en précisant le montant et la date d'échéance du prélèvement, l'ICS et la RUM. Si le débiteur souhaite empêcher le recouvrement, il peut l'indiquer à la BANQUE après cette notification mais avant le débit (cf. infra au 2.3.3 c) « Révocation et retrait de consentement à un ordre de prélèvement SEPA »).

Le CLIENT débiteur a la possibilité de refuser l'exécution de prélèvements SEPA CORE et/ou interentreprises sur son compte. Ce refus doit être notifié d'une part, à la BANQUE par courrier et d'autre part, à tout créancier lui proposant ce mode de paiement. Le CLIENT doit alors convenir d'un autre moyen de recouvrement avec le créancier.

Un mandat de prélèvement SEPA CORE et interentreprises pour lequel aucun ordre de prélèvement SEPA n'a été présenté pendant une période de 36 mois (à compter de la date d'échéance du dernier prélèvement SEPA, même si celui-ci a été refusé, rejeté, retourné ou remboursé par la Banque du débiteur) devient caduc et ne doit donc plus être utilisé. De ce fait, le créancier n'est plus autorisé à émettre des prélèvements SEPA CORE ou des prélèvements SEPA interentreprises basés sur ce mandat caduc. Pour être autorisé à émettre à nouveau des prélèvements SEPA, le créancier doit obligatoirement faire signer au débiteur un nouveau formulaire de mandat qui comportera alors une nouvelle Référence Unique du Mandat

En aucun cas, la BANQUE ne doit conserver pour son CLIENT débiteur un exemplaire du mandat. Il appartient au créancier de conserver le mandat.

Spécificités du prélèvement SEPA interentreprises et engagements du CLIENT débiteur

•A réception du premier prélèvement SEPA interentreprises, la Banque du débiteur s'assure du consentement de son Client ainsi que de la validité du mandat auprès du débiteur. A réception des prélèvements suivants, elle vérifie la cohérence des données du mandat avec les données enregistrées et

avec les données de l'opération reçues de la Banque du créancier.

Dès lors que le débit est intervenu, le CLIENT débiteur n'a plus la possibilité de demander le remboursement d'un prélèvement SEPA interentreprises pour lequel il a donné son consentement dans les conditions indiquées ci-après à l'article 4.3 à « Délais et modalités de contestation d'un ordre de prélèvement SEPA ».

Il peut s'opposer néanmoins au paiement du prélèvement dans les conditions indiquées à l'ci-après au c) « Révocation des ordres de paiement » de l'article 2.3.3.

Le CLIENT débiteur s'engage à respecter les termes des mandats convenus avec ses créanciers et à leur signaler tout changement de données le concernant figurant sur ces mandats, dont notamment les coordonnées bancaires du nouveau compte à débiter en cas de changement de Banque. Dans ce cas, la BANQUE en tant que nouvelle Banque, s'engage à exécuter les prélèvements SEPA interentreprises qui se présentent sur le compte du CLIENT, sur la base d'un mandat de prélèvement SEPA antérieur. Le mandat reste donc valide.

Dès la signature d'un mandat de prélèvement SEPA interentreprises, le CLIENT débiteur en informe la BANQUE afin que cette dernière enregistre les mandats consentis en vue de procéder aux vérifications du 1^{er} prélèvement reçu. Le CLIENT doit communiquer les données du mandat et au minimum l'ICS du créancier, le nom du créancier, la RUM, l'IBAN de son compte et le type de mandat (ponctuel ou récurrent), dans une convention spécifique signée avec la BANQUE et remettre à celle-ci une copie du (des) mandat(s). Cette dernière peut prélever des frais pour l'enregistrement et la gestion des mandats de prélèvements SEPA interentreprises autorisés.

Le CLIENT débiteur s'engage à informer la BANQUE de tous nouveaux mandats de prélèvement SEPA interentreprises signés ultérieurement avec ses créanciers, en remettant une copie du(des) mandat(s) à la BANQUE au plus tard trois jours avant l'échéance, ainsi que de tout changement ou révocation de ces mandats afin de permettre à la BANQUE de procéder aux vérifications des mandats avant la présentation d'une opération de prélèvement SEPA interentreprises. Le CLIENT s'engage également à informer la BANQUE de la perte de sa qualité de non consommateur.

Dans le cas où le CLIENT n'aurait pas informé préalablement la BANQUE, le prélèvement sera rejeté. De même, lorsque les données de l'opération reçues du créancier ne concordent pas avec les informations du mandat ou les modifications apportées par ce dernier communiquées par le CLIENT, la BANQUE rejettera le prélèvement.

- des prélèvements SEPA COM Pacifique relevant de l'article L712-8 du COMOFI

Pour les opérations en euro entre la France, ses départements d'outre-mer, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon et les Collectivités d'Outre-Mer du Pacifique (la Nouvelle Calédonie, la Polynésie Française et les Iles Wallis et Futuna), et entre ces Collectivités elles-mêmes, un créancier peut émettre un prélèvement SEPA ponctuel ou récurrent. Cependant, cette opération ne sera pas couverte par la réglementation SEPA, tant pour le débiteur que pour le créancier bénéficiaire de l'opération compte tenu que les Collectivités d'Outre-Mer du Pacifique ne font pas partie de l'Espace SEPA. Ce service n'est pas accessible pour les autres pays de la zone SEPA.

Les modalités relatives aux prélèvements SEPA CORE du présent 2.3.2 s'appliquent aux prélèvements SEPA COM Pacifique.

- des téléversements SEPA

A compter du 1^{er} février 2016, le téléversement disparaît. Il est remplacé par le téléversement SEPA qui se dénoue :

- par un prélèvement SEPA CORE,
- ou par un prélèvement SEPA interentreprises.

Le téléversement SEPA est un instrument de télépaiement normalisé en euro permettant aux débiteurs de régler des dettes (factures notamment) à distance par des moyens télématiques.

Le CLIENT signe un mandat de prélèvement SEPA CORE ou interentreprises par voie télématique sur le serveur du créancier. Cette signature vaut consentement du CLIENT à l'ordre de paiement.

Le CLIENT ne peut plus révoquer l'ordre de paiement par Téléversement SEPA dès que l'ordre de paiement a été transmis au bénéficiaire ou dès qu'il a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire.

Les conditions d'exécution et de contestation des téléversements SEPA sont identiques à ceux relatifs aux prélèvements SEPA CORE et interentreprises initiés par un créancier du CLIENT.

- des TIPSEPA

A compter du 1^{er} février 2016, le Titre interbancaire de paiements (TIP) disparaît. Il est remplacé par le TIPSEPA qui se dénoue par un prélèvement SEPA tel que décrit ci-dessus.

Le TIPSEPA est utilisé pour le règlement de facture à distance :

-Soit, il s'agit d'un prélèvement SEPA ponctuel et le TIPSEPA contient un mandat de prélèvement SEPA et le consentement du CLIENT donné en signant et datant la formule de TIP SEPA fournie par son créancier par laquelle il autorise d'une part, ce créancier à demander à la BANQUE le paiement des sommes qui lui sont dues et, d'autre part, la BANQUE à payer ces sommes au créancier par débit du compte indiqué dans le TIPSEPA.

-Soit, il s'agit d'un prélèvement SEPA récurrent et le premier TIPSEPA signé par le CLIENT contient le mandat de prélèvement SEPA et le consentement donné par le CLIENT pour le débit du montant présenté sur le TIPSEPA. Les TIPSEPA présentés ultérieurement par le créancier au CLIENT seront considérés comme des consentements donnés par le CLIENT pour le paiement des montants indiqués sur les TIPSEPA faisant référence au mandat constitué par le premier TIPSEPA.

La réception de la facture qui accompagne le TIPSEPA vaut pré-notification par le créancier.

Le CLIENT ne peut plus révoquer l'ordre de paiement TIPSEPA dès que le TIPSEPA signé a été transmis au bénéficiaire (son créancier).

Les modalités d'exécution et de contestation des TIPSEPA sont celles applicables aux prélèvements SEPA CORE indiquées ci-dessus.

- **des lettres de change et billets à ordre** : sur ordre formel du CLIENT, la BANQUE paye les lettres de change et les billets à ordre domiciliés sur ses caisses, sous réserve de l'existence d'une provision disponible le jour de l'échéance ou le jour de présentation de l'effet si cette date est postérieure à celle de l'échéance. A ce titre, la BANQUE fait parvenir au CLIENT quelques jours avant l'échéance un relevé d'effets à payer, que le CLIENT retourne à la BANQUE au plus tard le dernier jour avant la date de paiement, avec ses instructions de paiement de tout ou partie des effets mentionnés.

Toutefois, pour éviter au CLIENT de devoir donner systématiquement ses instructions pour le paiement des effets, une convention dite de "paiement sauf désaccord" peut être conclue par ailleurs ; cette convention prévoit que le CLIENT ne donne aucune instruction lorsqu'il est d'accord pour le paiement, la BANQUE ne rejetant les effets présentés au paiement qu'à la demande expresse du CLIENT en temps utile. Le CLIENT tiré de lettres de change relevé (LCR) ou souscripteur de billets à ordre relevé (BOR) s'engage à ce que ces LCR et BOR soient fondés sur des effets de commerce sur support papier. Ces LCR et BOR relèvent du régime applicable aux effets de commerce et non du régime issu de la Directive sur les services de paiement, quand bien même ils font l'objet en pratique d'une dématérialisation en cours de vie pour en faciliter la circulation et l'encaissement.

• S'agissant des virements, trois types d'opérations sont offerts à la Clientèle :

S'agissant des virements, trois types d'opérations sont offerts à la Clientèle :

- les virements SEPA,
 - les virements internationaux,
 - Les virements SEPA COM Pacifique
- relevant de l'article L.712-8 du COMOFI.

Ces opérations sont mentionnées sur :

- le relevé de compte, s'agissant des virements SEPA, ou
- sur un avis d'opéré pour les virements internationaux,

avec l'indication du nom du bénéficiaire, le montant des frais y afférents, le montant et la date de l'opération de débit et, le cas échéant, du cours de change.

Le CLIENT est invité à vérifier l'heure limite de prise en compte des opérations, laquelle est indiquée par la BANQUE. Tout ordre passé après cette heure sera pris en compte le premier jour ouvrable suivant.

La responsabilité de la BANQUE ne saurait être engagée en raison des conséquences directes et indirectes liées aux mesures de toute nature, notamment de gel des avoirs, qu'elle pourrait être amenée à prendre dans le cadre des obligations mises à sa charge par les pouvoirs publics, en particulier au titre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. A ce titre, la BANQUE ne saurait être tenue pour responsable des retards d'exécution ainsi induits.

Les virements SEPA

Le CLIENT peut effectuer un virement SEPA, virement immédiat, différé ou permanent, libellé en euro, permettant de réaliser des paiements entre deux comptes tenus par des établissements financiers situés dans l'espace SEPA (pays de l'Union Européenne, y compris la France, ainsi que l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein, la Suisse et Monaco). Le virement SEPA est obligatoirement libellé en euro.

Le traitement du virement SEPA est automatisé de bout en bout. A cette fin, la mention des codes BIC et IBAN du bénéficiaire est indispensable. Un tel virement ne pourra être effectué qu'à partir d'un formulaire rempli de manière précise et complète, comportant le cas échéant le motif du virement.

Aucun virement SEPA ne pourra être traité à partir d'informations incomplètes ou erronées.

Pour les opérations nationales et à compter du 1^{er} février 2016 pour les opérations transfrontalières, le CLIENT peut fournir uniquement son IBAN et celui du débiteur dans son ordre de

paiement. Seul l'IBAN fourni par le CLIENT sera utilisé par la BANQUE pour effectuer l'opération. Il ne sera pas tenu compte du BIC éventuellement fourni par le CLIENT dans l'exécution de son ordre de paiement.

Le CLIENT autorise la BANQUE à contrepasser au débit de son compte les virements SEPA reçus à tort et faisant l'objet d'une opération d'annulation émise par la Banque du donneur d'ordre en cas d'erreur de cette dernière ou en cas d'erreur du donneur d'ordre justifiée par sa BANQUE ou en cas de fraude avérée.

Les frais mentionnés dans les conditions tarifaires en vigueur seront identiques que ce virement soit à destination ou en provenance de la France ou d'un autre pays de la zone SEPA.

Les virements internationaux (virements ne relevant pas de l'article L133-1 du COMOFI)

Le CLIENT peut effectuer des virements internationaux, dès lors que ces virements :

- soit, sont libellés dans la devise d'un pays n'appartenant pas à l'Espace Economique Européen,
- soit, sont libellés dans une autre devise autre que l'euro, y compris s'ils sont libellés en Francs CFP et effectués entre la Nouvelle Calédonie, la Polynésie Française et les Iles Wallis et Futuna et un autre pays que la France (y compris ses départements d'outre-mer, Saint-Barthélemy et Saint-Martin),
- soit, sont libellés en euros mais effectués soit avec un pays n'appartenant pas à l'espace SEPA, soit entre Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon et un pays autre que la France, soit entre les Collectivités d'outre-mer du Pacifique (la Nouvelle Calédonie, la Polynésie Française et les Iles Wallis et Futuna) et un pays autre que la France.

A ce titre, le CLIENT mentionne les références du compte à débiter, le montant du virement et la devise, les coordonnées bancaires du bénéficiaire qui comportent, sauf exception :

- l'identifiant international du compte (IBAN - International Bank Account Number) ou, à défaut, le n° de compte et l'adresse du bénéficiaire
- le BIC de la Banque du bénéficiaire ou, à défaut, le nom de celle-ci,

ainsi que, le cas échéant, les autres informations à fournir pour l'exécution correcte du virement, après consultation de l'agence.

Un tel virement international ne pourra être effectué qu'à partir d'un formulaire papier disponible en agence, rempli de manière précise et complète et signé. Aucun virement international ne pourra être traité à partir d'informations incomplètes ou erronées.

Les virements SEPA COM Pacifique relevant de l'article L712-8 du COMOFI

Pour les opérations en euro entre la France, ses départements d'outre-mer, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon et les Collectivités d'Outre-Mer du Pacifique (la Nouvelle Calédonie, la Polynésie Française et les Iles Wallis et Futuna), et entre ces Collectivités elles-mêmes, le CLIENT pourra émettre un virement SEPA. Cependant, cette opération ne sera pas couverte par la réglementation SEPA, tant pour le donneur d'ordre que pour le destinataire de l'opération. Ce service n'est pas accessible pour les autres pays de la zone SEPA.

Il est fortement recommandé au CLIENT, sauf à accepter le risque de rejet de l'opération, que les coordonnées bancaires communiquées à la BANQUE soient composées de deux éléments :

- le BIC, avec le code pays local où est située la Banque teneuse de comptes : PF (Polynésie française), NC (Nouvelle-

Calédonie) ou WF (Wallis-et-Futuna), FR (République Française),

- l'IBAN du CLIENT avec le code pays de la République Française : FR.

Les modalités relatives aux virements SEPA du présent 2.3.2 s'appliquent aux virements SEPA COM Pacifique.

2.3.3 – Engagements du CLIENT – Responsabilité

a) Opérations licites

Le CLIENT prend l'engagement envers la BANQUE de n'effectuer sur son compte que des opérations autorisées par la loi et les règlements en vigueur. Notamment, le CLIENT s'interdit, tant en qualité de donneur d'ordre que de bénéficiaire, de domicilier sur le compte, des opérations ayant pour objet de permettre le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme, sous peine des sanctions pénales prévues par la loi.

b) Opérations autorisées

Le CLIENT indique qu'il a signé les conventions relatives aux services de paiement nécessaires à son activité, c'est à dire les conventions produits et/ou de transmission des ordres et/ou de restitution des informations. Il déclare également avoir en sa possession le guide général de remise des ordres de paiement et d'encaissement de la BANQUE dont il s'engage à suivre les règles. Ce guide de remise des ordres, qui constitue une annexe aux présentes est mis à jour régulièrement et est à disposition du CLIENT à la demande de ce dernier.

Dans tous les cas, il appartient au CLIENT de choisir le support de transmission de remise des ordres adapté à la nature et au montant de l'ordre transmis à la BANQUE ; le CLIENT sera réputé avoir donné son consentement par la simple passation de l'ordre sur tel ou tel support de son choix ; en conséquence il s'engage, lorsqu'il choisit ces modes de transmission, à ne pas contester leur validité et leur caractère autorisé c'est-à-dire à ne pas remettre en question le consentement ainsi donné selon la technique et la forme qu'il aura choisi ; la BANQUE traite de tels ordres dès leur réception ; ce principe est valable même si de tels ordres sont suivis d'une confirmation par courrier.

c) Révocation des ordres de paiement

la BANQUE et le CLIENT conviennent que le CLIENT peut retirer son consentement ou révoquer un ordre de paiement à tout moment, dès lors que l'exécution de l'ordre n'a pas commencé, c'est-à-dire, dès lors qu'il est possible techniquement pour la BANQUE de le récupérer et de ne pas le traiter.

Pour un virement SEPA émis par le CLIENT :

Il est convenu que le CLIENT peut révoquer un ordre de virement (ou plusieurs échéances de virement dans le cas d'un virement permanent), par écrit auprès de l'agence teneur de compte (au guichet ou par lettre) ou sur l'espace privé de Banque en ligne, conformément aux modalités suivantes :

- l'ordre de virement dont l'exécution est demandée au mieux est révocable gratuitement jusqu'à sa réception par la BANQUE avant l'heure limite définie par cette dernière. L'ordre de virement à échéance est révocable au plus tard jusqu'à la fin du Jour Ouvrable précédant le jour convenu pour commencer l'exécution avant l'heure limite définie par la BANQUE ;
- la BANQUE et son CLIENT conviennent que toute demande de révocation présentée après ces délais sera acceptée par la BANQUE, dès lors que l'exécution de l'ordre

n'a pas commencé, c'est-à-dire, dès lors qu'il est possible techniquement pour la BANQUE de le récupérer et de ne pas le traiter. Dans ce cas, la BANQUE peut facturer cet allongement du délai de révocation. Le cas échéant, ces frais sont mentionnés dans les conditions tarifaires en vigueur.

Le CLIENT peut, par ailleurs, retirer son consentement à l'exécution d'un ordre de virement permanent au plus tard jusqu'à la fin du Jour Ouvrable précédant le jour convenu pour commencer l'exécution avant l'heure limite définie par la BANQUE. La conséquence est que toute opération postérieure est réputée non autorisée. La BANQUE peut prélever des frais pour ce retrait du consentement qui, le cas échéant, sont mentionnés dans les conditions tarifaires en vigueur.

Pour un prélèvement SEPA CORE et interentreprises (B2B) reçu par le CLIENT : révocation et retrait de consentement

Le CLIENT débiteur a la possibilité de révoquer une ou plusieurs échéances ou de retirer son consentement à l'exécution de l'ensemble des échéances du prélèvement SEPA CORE et interentreprises auprès de la BANQUE au plus tard à la fin du Jour Ouvrable précédant le jour de l'échéance avant l'heure limite définie par la BANQUE. Parallèlement, le Client débiteur effectue la révocation ou le retrait de son consentement auprès de son créancier. Le retrait de consentement a pour effet que toute opération postérieure est réputée non autorisée.

Le CLIENT peut effectuer la révocation de l'ordre ou le retrait de consentement par écrit, auprès de l'agence qui gère son compte, en précisant le numéro de compte concerné, le nom du créancier et son identifiant créancier SEPA (ICS) du créancier bénéficiaire ainsi que la Référence Unique du Mandat (RUM).

La BANQUE peut prélever des frais pour ce retrait de consentement. Le cas échéant, ces frais sont précisés dans les conditions tarifaires de la BANQUE en vigueur.

d) Le CLIENT a la possibilité de faire opposition en cas de perte ou de vol de sa carte bancaire, de détournement de cette dernière, de son utilisation frauduleuse ou des données liées à son utilisation, de redressement ou de liquidation judiciaire du bénéficiaire, ou encore effectuer une réclamation concernant une opération de paiement effectuée par carte, dans les conditions indiquées dans son contrat relatif à la carte bancaire qui est établi séparément.

e) Instruments de paiement

Les chèques et cartes de paiement, ainsi que les autres moyens de paiement et outils utilisés par le CLIENT, peuvent faire l'objet d'utilisation frauduleuse gravement préjudiciable. Pour en prévenir la survenance, le CLIENT, tenu d'une obligation générale de prudence, doit prendre toutes les précautions nécessaires.

f) Responsabilité du CLIENT

Le CLIENT engagerait sa responsabilité à l'égard de la BANQUE notamment :

- en ne vérifiant pas l'exactitude des opérations portées sur son relevé de compte,
- en ne conservant pas ses chèquiers et/ou ses cartes de paiement en lieu sûr,
- en n'opérant pas une utilisation conforme de ses instruments de paiement et de leurs dispositifs de sécurité personnalisés,

○ en ne pratiquant pas dans un très bref délai une opposition au paiement de chèques ou cartes perdus ou volés.

2.3.4 – Traitement des opérations de paiement libellées dans une devise différente de la devise du compte

a) Lorsqu'une opération de paiement à débiter du compte du CLIENT est libellée dans une devise autre que la devise du compte, la BANQUE assurera la conversion conformément aux modalités décrites au point c) ci-après : la date de valeur portée au compte sera celle du jour où le compte est débité.

b) Lorsqu'une opération de paiement à créditer sur le compte est libellée dans une devise autre que celle du compte, la BANQUE assurera la conversion conformément aux modalités décrites au point c) ci-après : la date de valeur portée au compte sera celle du jour où la BANQUE sera en possession des devises obtenues après opération de change.

c) A l'exception des conversions liées aux opérations par cartes décrites dans la convention spécifique régissant la carte (contrat porteur), la conversion s'effectuera selon les délais en vigueur et selon le taux de change pratiqué par la BANQUE à la date de traitement de l'opération de paiement, sur la base du cours d'achat ou de vente de la devise concernée à cette date, sauf conditions particulières. Ce taux de change qui varie en fonction du cours d'achat ou de vente des devises au jour le jour est disponible sur demande en agence.

La BANQUE facture au CLIENT des commissions et frais pour les opérations de conversion précisés dans les conditions tarifaires de la BANQUE en vigueur.

2.4 COMPENSATION

Dans l'hypothèse où le CLIENT ne rembourserait pas, après mise en demeure de la BANQUE, le solde débiteur exigible de son compte courant, le CLIENT autorise expressément celle-ci à effectuer une compensation entre les soldes de ses différents comptes ouverts en euro et en devise à la BANQUE, en raison de l'étroite connexité unissant ces différents comptes entre eux. Le solde du compte courant concerné sera compensé en priorité avec les soldes des comptes suivants : autres comptes courants du CLIENT, comptes de dépôt s'il y a, Livret A, compte sur livret (entrepreneur individuel), comptes à terme, compte support numéraire du compte d'instruments financiers.

Cette compensation ne concerne pas les comptes du CLIENT destinés à recevoir des fonds appartenant à des tiers.

S'agissant des comptes en devises, la situation du compte dans son ensemble, s'apprécie en euro. Les opérations en monnaies étrangères seront déterminées, à cet effet, d'après le cours de la devise concernée sur le marché des changes de Paris au jour de cette compensation.

La compensation peut être totale ou partielle. Cette compensation intervient, selon les modalités propres à chacun des comptes à régime spécial, tels que notamment les comptes d'épargne, soit à tout moment, soit à la clôture de ces comptes.

L'appréciation de l'opportunité de sa mise en œuvre appartient à la BANQUE, au regard notamment de la comparaison des frais et sanctions évités avec les conséquences du ou des prélèvements opérant compensation. La clause de compensation ne porte pas atteinte à l'indépendance des comptes concernés qui continuent de fonctionner séparément.

Article 3. – PREUVE DES OPÉRATIONS

La preuve des opérations effectuées sur le compte par le CLIENT ou son mandataire résulte des écritures comptables de la BANQUE, sauf preuve contraire apportée par le CLIENT, auquel il appartient de conserver les justificatifs des opérations (relevés de compte, bordereaux de remises, factures carte bancaire....).

Dans le cas où le CLIENT utiliserait les services informatiques et télématiques proposés par la BANQUE, il s'engage à respecter les procédures d'accès d'authentification et d'utilisation qui lui sont indiquées. L'acceptation de ces règles résulte de la seule utilisation de ces services par le CLIENT.

Les enregistrements dématérialisés (électroniques, informatiques) ou leur reproduction sur un support informatique, constituent la preuve des opérations effectuées et la justification de leur inscription au compte, sauf preuve contraire apportée par tous moyens par le CLIENT.

Article 4. – INFORMATIONS RELATIVES A LA TENUE DU COMPTE

4.1 RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Le Relevé d'Identité bancaire, document comportant toutes les références bancaires du compte, est disponible dans chaque chéquier et sur demande du CLIENT en agence par impression via Cyberplus en cas d'abonnement à ce service, ou le cas échéant par un autre moyen mis à disposition par la BANQUE. Ce relevé comporte les deux éléments suivants :

- l'identifiant international du compte (IBAN - International Bank Account Number),
- le BIC (Bank Identifier Code) de la Banque teneur de compte, identifiant attribué aux établissements de crédit et assimilés, utilisé pour le routage des opérations dans certains systèmes d'échange.

Ces informations sont également inscrites sur le relevé de compte adressé périodiquement au CLIENT.

L'utilisation conjointe de l'IBAN et du BIC est essentielle dans le cadre d'opérations SEPA et des opérations transfrontalières. Elle a pour but de faciliter l'automatisation des échanges d'information, d'une part entre les Banques elles-mêmes, d'autre part entre les Banques et leurs Clients afin de réduire les rejets d'opérations.

Pour les opérations nationales, et à compter du 1^{er} février 2016 pour les opérations transfrontalières, le CLIENT pourra fournir uniquement son IBAN et celui du débiteur dans son ordre de paiement. Seul l'IBAN fourni par le CLIENT sera utilisé par la BANQUE pour effectuer l'opération.

4.2 ARRÊTES DE COMPTES / DATES DE VALEUR

Le compte donne lieu à un arrêté trimestriel pour le calcul des intérêts débiteurs ou créditeurs éventuels. Pour ce faire, la date de valeur, appliquée à chaque opération pour le calcul de ces intérêts, est la date de l'inscription au compte, sauf dans les cas où la BANQUE, à raison des délais techniques de l'opération, est autorisée à appliquer une date différente indiquée dans les conditions tarifaires en vigueur.

4.3 - RELEVÉ DE COMPTE

Afin de permettre au CLIENT de suivre les opérations inscrites au crédit et au débit du compte, la BANQUE lui fait parvenir un relevé de compte au moins mensuel. Toutefois à la demande du CLIENT, un relevé pourra lui parvenir selon des conditions de périodicité, précisées aux conditions contractuelles, et de

coût indiquées dans les conditions tarifaires en vigueur. Dans le cas d'un compte sans mouvement, le relevé de compte parviendra au CLIENT selon une périodicité annuelle.

Le relevé de compte mentionne, selon l'ordre chronologique de présentation à la BANQUE, l'intégralité des opérations intervenues pendant la période concernée. Pour chaque opération, le relevé précise le montant de celle-ci et celui des frais éventuels comme indiqué dans les conditions tarifaires de la BANQUE en vigueur, la date de l'opération qui correspond à la date de l'inscription en compte, ainsi que la date de valeur qui est la date à laquelle l'opération est prise en compte pour le calcul d'éventuels intérêts débiteurs ou créditeurs, lorsque cette date de valeur est autorisée en raison de délais techniques nécessaires à la réalisation de l'opération. Ces dates de valeurs sont indiquées, pour chaque type d'opérations pour lesquelles elles sont autorisées, dans les conditions tarifaires en vigueur.

Le CLIENT doit vérifier l'exactitude des mentions portées sur le relevé de compte.

A ce titre, **pour les opérations de paiement autres que celles relevant de l'article L133-1 du COMOFI** (chèques...), il dispose d'un délai de trois mois à compter de la date du relevé pour présenter ses observations s'il souhaite contester les conditions de certaines opérations. Passé ce délai, aucune contestation ne pourra être reçue, sauf si la demande de révision concerne une erreur, une omission ou une présentation inexacte. Toutefois, les opérations initiées par téléphone et donnant lieu à un enregistrement, ne pourront faire l'objet de réclamation que dans un délai de quarante-cinq jours en raison du délai réglementaire de conservation des enregistrements téléphoniques.

Pour les opérations de paiement relevant des articles L133-1 et L712-8 du COMOFI, le CLIENT doit, sans tarder, notifier à sa Banque les opérations non autorisées ou mal exécutées qu'il conteste et ce, au plus tard, dans **les 180 jours** suivant la date de débit de son compte. Conformément à l'article L133-24 du COMOFI, ce délai maximum de contestation est un délai de forclusion, au-delà duquel plus aucune contestation ne sera recevable.

La contestation doit être effectuée par écrit au guichet ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'agence teneur de compte ou au service qualité de la BANQUE (à préciser par chaque BPR).

Délai et modalités de contestation d'un ordre de prélèvement SEPA

-Prélèvement SEPA CORE et prélèvement SEPA COM Pacifique

Après l'exécution du prélèvement SEPA, le CLIENT débiteur peut contester l'opération de prélèvement et en demander son remboursement dans les délais décrits ci-après que le CLIENT débiteur s'engage à respecter :

- Soit dans un délai de huit semaines à compter de la date du débit du compte, quel que soit le motif de sa contestation. Le CLIENT débiteur est remboursé par la BANQUE dans un délai maximum de dix Jours Ouvrables suivant la réception par la BANQUE de sa demande de remboursement sauf en cas de reversement des fonds par le créancier.

Conformément à l'article L133-25-2 du COMOFI, l'opération de paiement pour laquelle le CLIENT a donné son consentement directement auprès de la BANQUE (notamment les prélèvements d'échéances de prêt ou de crédit contractés auprès de la BANQUE) ne donnera pas lieu à remboursement.

- Soit, passé ce délai de huit semaines, dans un délai maximum de 180 jours à compter de la date de débit en compte, indiqué ci-dessus pour les opérations de paiement relevant des articles L133-1 et L712-8 du COMOFI, lorsqu'il s'agit d'un prélèvement non autorisé (du fait de l'absence d'un mandat de prélèvement ou suite à la révocation du mandat de prélèvement). Le remboursement par la BANQUE n'exonère pas le CLIENT débiteur de ses éventuelles obligations vis-à-vis du créancier.

Le CLIENT s'engage à résoudre directement avec son créancier tout litige commercial lié à un ou plusieurs prélèvements.

- Prélèvement SEPA interentreprises (B2B)

Le CLIENT débiteur renonce au droit au remboursement par la BANQUE d'un prélèvement SEPA interentreprises correctement exécuté qu'il a autorisé.

Après l'exécution du prélèvement SEPA interentreprises, le CLIENT débiteur peut toutefois contester l'opération de prélèvement non autorisée ou erronée et en demander son remboursement dans un délai de 180 jours maximum à compter de la date du débit en compte, par l'envoi d'un courrier adressé en recommandé avec avis de réception à la BANQUE (du fait de l'absence d'un mandat de prélèvement ou suite à la révocation du mandat de prélèvement). Le remboursement par la BANQUE n'exonère pas le CLIENT débiteur de ses éventuelles obligations vis-à-vis du créancier.

Par ailleurs, la BANQUE, Banque du payeur, est responsable à l'égard du CLIENT payeur de la bonne exécution de l'opération, une fois que l'ordre de prélèvement SEPA lui a été transmis par la Banque du Bénéficiaire.

Elle met le montant de l'opération à la disposition de la Banque du Bénéficiaire à la date convenue.

En cas d'ordre de prélèvement SEPA mal exécuté, lorsque la BANQUE est responsable, elle restitue, s'il y a lieu sans tarder à son CLIENT le montant de l'opération concernée ou sa quote-part mal exécutée et rétablit si besoin est, le compte débité dans la situation qui aurait prévalu si l'opération n'avait pas eu lieu.

4.4 - ACCES AU COMPTE - INFORMATIONS PONCTUELLES

Le CLIENT ou son mandataire peut obtenir sur demande écrite de sa part ou au guichet teneur de compte, ainsi que dans les guichets automatiques de la BANQUE à l'aide de sa carte bancaire ou de sa carte de retrait, le solde de son compte et un historique des dernières écritures.

Aucune information n'est communiquée par téléphone. Toutefois, le CLIENT peut obtenir les informations relatives à la tenue de son compte par l'utilisation d'un serveur vocal ou d'un service télématique (minitel, Internet ou SMS). Il peut notamment avoir accès par internet aux opérations relatives à son compte et effectuer des opérations sur ce dernier avec le service de Banque en ligne de la BANQUE.

4.5 - SECRET PROFESSIONNEL

La BANQUE est tenue au secret professionnel conformément à l'article L511-33 du COMOFI.

Cependant, le secret est levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, des douanes, de la Banque de France, des organismes de sécurité sociale (dans les conditions prévues par les articles L114-19 à L114-21 du code de la sécurité sociale) et de l'Autorité de Contrôle

Prudentiel et de Résolution, des commissions d'enquêtes parlementaires. Il est en outre levé à l'égard des informations requises pour l'application des conventions conclues par la France organisant un échange automatique d'informations à des fins fiscales (article 1649 AC du Code Général des Impôts). Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

- dans le cadre d'une procédure pénale,
- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Conformément à l'article L511-33 du COMOFI, la BANQUE peut partager des informations confidentielles concernant le CLIENT, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :

- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits de ce dernier (entreprises d'assurances, société de cautions mutuelles, par exemple),
- avec des entreprises de recouvrement,
- avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles (par exemple pour la gestion des cartes bancaires, ou la fabrication de chèquiers),
- lors de l'étude ou l'élaboration de tout type de contrats ou d'opérations concernant le CLIENT, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que la Banque (BPCE, Banques Populaires, ...).

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

Ces communications sont éventuellement susceptibles d'impliquer un transfert de données vers un État membre ou non de la communauté européenne. La liste des catégories de destinataires est disponible sur demande.

Le CLIENT peut indiquer par écrit les tiers auxquels la BANQUE sera autorisée à fournir les informations le concernant qu'il mentionne expressément.

4.6 - CONSERVATION DES DOCUMENTS

Les relevés de compte et les pièces comptables relatives aux opérations enregistrées sur le compte sont conservés par la BANQUE pendant 10 ans sur tous supports appropriés (microfilms, supports informatiques). Des recherches, dont le coût est précisé dans les conditions tarifaires de la BANQUE en vigueur, peuvent ainsi être effectuées à la demande du CLIENT ou du mandataire pour les opérations que celui-ci a initiées.

Article 5. – CHÈQUES ET LÉGISLATION RELATIVE AUX CHÈQUES SANS PROVISION

5.1 – DELIVRANCE DES FORMULES DE CHEQUE

La BANQUE remet au CLIENT, à la demande de celui-ci, des formules de chèques après avoir vérifié, en consultant le fichier tenu par la Banque de France, que le CLIENT ne fait pas l'objet d'une interdiction d'émettre des chèques. Toutefois, la BANQUE est légalement fondée, en motivant sa décision, à ne pas délivrer de chèquiers au CLIENT même si ce dernier ne figure pas dans la liste des personnes interdites d'émettre des chèques. Dans ce cas, la situation du CLIENT est, à sa demande, réexaminée périodiquement. Elle peut, par ailleurs,

demander au CLIENT à tout moment, en motivant sa décision, la restitution des formules de chèques en sa possession.

Les chéquiers sont expédiés au domicile du CLIENT ou remis au guichet en fonction du choix exercé par celui-ci. Les chéquiers non retirés au guichet dans le délai d'un mois peuvent être, soit détruits, soit expédiés au CLIENT. Les expéditions de chéquiers quel que soit le cas, donnent lieu au paiement d'une commission dont le montant figure dans les conditions tarifaires en vigueur.

Les formules de chèques délivrées, sont en principe établies pré barrées et ne sont pas endossables, sauf au profit d'une Banque ou d'un établissement assimilé. Toutefois, le CLIENT peut, sur sa demande expresse, obtenir des formules non barrées et librement endossables. Dans cette hypothèse, le CLIENT acquitte un droit de timbre et la BANQUE doit communiquer à l'administration fiscale les numéros de chèques et l'identité du CLIENT qui les a demandés.

Le CLIENT s'engage à n'émettre des chèques qu'au moyen de formules mises à sa disposition par la BANQUE, conformément aux normes en vigueur. En cas de méconnaissance de cet engagement, la BANQUE pourra prélever sur le compte du CLIENT une commission dont le montant est précisé dans les conditions tarifaires en vigueur, à raison de la contrainte particulière résultant pour elle du traitement manuel du chèque. La responsabilité de la BANQUE ne pourra par ailleurs pas être recherchée, en cas d'altération par le CLIENT, d'une mention pré imprimée d'une formule de chèque (n° de compte, monnaie de paiement)

Le CLIENT est responsable de la garde des formules de chèques qui lui sont délivrées et doit prendre toutes les dispositions utiles pour la conservation de ceux-ci. Notamment, le CLIENT doit éviter sous peine d'engager sa responsabilité, de les laisser dans un endroit sans surveillance avec ses pièces d'identité.

5.2 – LEGISLATION RELATIVE AU CHEQUE SANS PROVISION

- L'existence de la provision

Le CLIENT doit s'assurer, préalablement à l'émission d'un chèque, qu'une provision suffisante et disponible existe au compte, et la maintenir jusqu'à la présentation du chèque au paiement, dans la limite de la durée de validité de celui-ci, fixée à un an et huit jours à compter de la date d'émission pour un chèque émis et payable en France métropolitaine.

La provision est constituée des sommes disponibles inscrites au crédit du compte ainsi que du montant du découvert ou des facilités de caisse éventuellement consentis par la BANQUE.

- Constatation et conséquence d'une insuffisance de provision

En cas d'absence de provision ou lorsque la provision figurant sur le compte n'est pas suffisante pour permettre le paiement d'un chèque, la BANQUE rappelle au titulaire par lettre simple, appel téléphonique ou tout autre moyen approprié précisé par ce dernier dans les conditions contractuelles, la nécessité d'alimenter immédiatement le compte pour éviter le rejet du chèque et les conséquences matérielles et financières de ce rejet, notamment, le montant des pénalités éventuelles ainsi que celui des frais et commissions d'intervention dues à la BANQUE et indiquées dans les conditions tarifaires en vigueur.

Si la BANQUE est conduite à refuser un chèque pour le motif déterminant d'absence ou d'insuffisance de provision, elle adresse au CLIENT une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'enjoignant de ne plus émettre de chèque pendant une durée de cinq ans et de restituer toutes les

formules en sa possession, le cas échéant aux autres banquiers dont il est Client. Dans l'hypothèse d'un compte joint, et conformément aux dispositions de l'article L131-80 du COMOFI, la BANQUE adressera la lettre d'injonction au co-titulaire qui aura été d'un commun accord avec les autres, désigné pour être réputé l'auteur de tout chèque sans provision et auquel les sanctions légales exposées ci-dessus seront applicables. Faute de désignation d'un co-titulaire, la lettre d'injonction sera adressée à chaque co-titulaire et les sanctions applicables à tous.

Le CLIENT bénéficie cependant de la possibilité permanente de recouvrer le droit d'émettre des chèques, s'il procède à la régularisation de l'incident, soit en réglant directement le bénéficiaire et en justifiant de ce paiement par la remise du chèque à la Banque, soit en constituant une provision bloquée et affectée au paiement des chèques durant un an, soit en constatant que le chèque a été payé sur nouvelle présentation, ce dont il doit avertir la BANQUE.

- Annulation d'une déclaration d'incident de paiement

La BANQUE, à la demande du CLIENT, annule la déclaration d'incident de paiement à la Banque de France et rembourse à celui-ci les commissions, frais et intérêts prélevés, lorsque le refus de paiement ou l'établissement de non-paiement résulte d'une erreur de sa part, ou lorsque l'absence ou l'insuffisance de provision résulte d'un événement dont il est établi qu'il n'est pas imputable au CLIENT ou au mandataire émetteur du chèque. Le CLIENT a la faculté par ailleurs d'engager une action devant le tribunal compétent pour obtenir la levée de l'interdiction s'il conteste le bien-fondé de la mesure d'interdiction ou les modalités de régularisation.

- Dispositions en faveur du bénéficiaire d'un chèque rejeté faute de provision

Le bénéficiaire d'un chèque rejeté pour absence ou insuffisance de provision reçoit de la BANQUE une attestation de rejet, laquelle mentionne que le tireur est privé de la faculté d'émettre des chèques et qu'il ne recouvrera celle-ci qu'à l'issue d'un délai de cinq ans, sauf régularisation.

A l'issue d'un délai de trente jours courant à compter de la première présentation du chèque, le bénéficiaire du chèque resté impayé peut, si une nouvelle présentation s'avère infructueuse, demander à la BANQUE la délivrance d'un certificat de non-paiement destiné à lui permettre d'obtenir par ministère d'huissier le paiement du chèque, ou à défaut, un titre exécutoire.

Article 6. – ÉVÉNEMENTS PARTICULIERS

6.1 OPPOSITION AU PAIEMENT D'UN CHEQUE

Le CLIENT du compte peut par ailleurs former opposition au paiement d'un chèque en cas de perte, vol ou utilisation frauduleuse du chèque ainsi qu'en cas de procédure de sauvegarde, de redressement ou liquidation judiciaires du bénéficiaire. Lorsque l'opposition est fondée sur un autre motif, la BANQUE ne peut refuser de payer le chèque. Toute opposition fondée sur une autre cause que celles prévues par la loi expose le CLIENT du compte à des sanctions pénales.

L'opposition au paiement d'un chèque doit être formée dans les meilleurs délais par le CLIENT auprès de la BANQUE, au guichet ou le cas échéant par téléphone et dans ce dernier cas, être confirmée immédiatement par écrit, afin de ne pas risquer d'être privée d'effets. L'opposition orale et la confirmation écrite de celle-ci, doivent indiquer le numéro du chèque objet de l'opposition.

Dès réception d'une opposition légalement justifiée, la BANQUE est fondée à bloquer la provision du chèque dont le montant est connu.

6.2 INSCRIPTION AU FICHER CENTRAL DES RETRAITS DE CARTES BANCAIRES

Une inscription au Fichier central des retraits de cartes bancaires "CB" géré par la Banque de France est réalisée lorsqu'un incident de paiement résultant directement de l'usage d'une carte "CB" n'a pas été régularisé suite à la notification par la BANQUE au CLIENT, titulaire de la carte et/ou titulaire(s) du compte sur lequel elle fonctionne.

La finalité principale de ce fichier consiste à éviter qu'une Banque ne décide de délivrer une carte "CB" dans l'ignorance que le demandeur a précédemment fait l'objet d'une décision de retrait d'une telle carte suite à un incident de paiement. On entend par incident de paiement toute opération effectuée au moyen d'une carte "CB" qui ne peut être couverte par la provision disponible du compte sur lequel fonctionne ladite carte contrairement aux obligations du contrat relatif à la carte.

Lorsque la BANQUE décide de déclarer audit fichier sa décision de retrait de la carte « CB », elle en informe le CLIENT, titulaire de la carte et/ou titulaire(s) du compte sur lequel fonctionne ladite carte, par tout moyen et l'invite/les invite à régulariser cet incident selon le délai et les modalités qui lui (leur) sont communiqués.

6.3 PROTÈTS ET AUTRES AVIS

Le CLIENT dispense la BANQUE de tous protêts et dénonciation de protêts et de tous avis de non acceptation ou de non paiement dans les délais légaux. Il la dégage pareillement de toute responsabilité, tant pour retard et omission de ces formalités que pour la présentation de tous effets, billets ou chèques portant sa signature à un titre quelconque.

Le bénéficiaire d'un chèque impayé dispose d'une procédure spéciale de recouvrement, au moyen d'un certificat de non paiement délivré par le banquier du tireur. La BANQUE réclame le certificat de non paiement sur demande expresse du CLIENT.

6.4 INDISPONIBILITÉ DU SOLDE DU COMPTE PAR L'EFFET D'UNE SAISIE, D'UN AVIS A TIERS DÉTENTEUR OU D'UNE OPPOSITION ADMINISTRATIVE

Le solde du compte peut être rendu indisponible par une saisie pratiquée par un créancier du CLIENT, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires régissant d'une part la mise à disposition automatique d'une somme à caractère alimentaire (cf. ci-après a) et, d'autre part, la mise à disposition, sur demande, des sommes qualifiées d'insaisissables (cf. ci-après b).

La saisie-attribution rend le solde du compte indisponible le jour où elle est pratiquée, c'est-à-dire signifiée à la BANQUE, sous réserve des opérations en cours déterminées par les textes en vigueur. Sauf si le CLIENT conteste la saisie devant le juge de l'exécution compétent, et sous réserve de ce qui précède, le créancier se voit attribuer ce solde en paiement à hauteur du montant de sa créance. Si le solde du compte excède ce montant, la différence redevient disponible pour le CLIENT au terme d'un délai de quinze jours ou d'un mois selon le cas.

L'avis à tiers détenteur, pratiqué par le Trésor Public pour le recouvrement de ses créances fiscales, rend le solde indisponible le jour où il est notifié à la BANQUE à hauteur de la créance du Trésor Public, c'est-à-dire à hauteur du montant de l'avis à tiers détenteur. La BANQUE est tenue de verser le solde du compte au Trésor Public à hauteur du montant de la

créance, à l'issue d'un délai de deux mois pendant lequel le CLIENT peut introduire un recours, sous les mêmes réserves que précédemment.

Le Trésor Public peut également pratiquer une opposition administrative pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires. L'opposition administrative rend le solde indisponible le jour où elle est notifiée à la BANQUE à concurrence du montant de la créance motivant l'opposition. La BANQUE est tenue de verser le solde du compte au Trésor Public à hauteur du montant de la créance, à l'issue d'un délai de trente jours pendant lequel le CLIENT peut introduire un recours, sous les mêmes réserves que précédemment.

a) Mise à disposition automatique d'une somme à caractère alimentaire

La BANQUE laisse à disposition du CLIENT personne physique, dans la limite du solde créditeur de son ou ses comptes au jour de la saisie, une somme à caractère alimentaire d'un montant égal au Revenu de Solidarité Active (ci-après « RSA »). Il s'agit du solde bancaire insaisissable (ci-après « SBI »).

Cette somme à caractère alimentaire demeure à la disposition du CLIENT débiteur pendant le délai d'un mois à compter de la saisie. Elle ne peut être appréhendée par la saisie mais peut être amputée des opérations en cours.

Elle ne se cumule pas avec les sommes insaisissables visées au point b) ci-après.

- La BANQUE laissera à disposition de son CLIENT cette somme lui revenant au titre du SBI sur son compte courant.

En cas d'insuffisance du solde de ce compte, et dans la mesure où le CLIENT est titulaire d'autres comptes présentant un solde créditeur, la BANQUE laissera à sa disposition, sur ces comptes, le reliquat de la somme due au titre du SBI.

Afin de préserver au mieux les droits éventuellement attachés à ces comptes, l'imputation des sommes se fera dans l'ordre qui suit : compte courant, compte de dépôt le cas échéant, compte épargne, produits d'épargne soumis à un régime juridique spécifique.

- Néanmoins, lorsque le CLIENT est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, la somme sera laissée à sa disposition uniquement sur le ou les comptes afférents à son patrimoine non affecté, en application de l'article L. 162-2 du code des procédures civiles d'exécution. L'imputation des sommes se fera dans l'ordre indiqué ci-dessus ; sera (seront) exclu(s) le(s) compte(s) courant(s) dédié(s) à une activité ayant fait l'objet d'une affectation de patrimoine.

- Le CLIENT ne pourra bénéficier d'une nouvelle mise à disposition qu'en cas de nouvelle saisie intervenant à l'expiration d'un délai d'un mois après la saisie ayant donné lieu à la précédente mise à disposition.

Si une somme d'un montant supérieur à celui auquel le CLIENT peut prétendre comme indiqué ci-dessus lui est toutefois remise, le CLIENT doit restituer au créancier les sommes indûment perçues ou mises à disposition. En cas de faute de sa part, le CLIENT peut en outre être condamné, à la demande du créancier, à des dommages et intérêts.

b) Mise à disposition, sur demande, de certaines sommes insaisissables

Le CLIENT personne physique peut demander à la BANQUE la mise à disposition des sommes insaisissables provenant de créances à échéance ou non périodique (salaires, pensions de retraite, allocations familiales, indemnités de chômage...), sur justification de leur origine et déduction faite des

opérations venues en débit du compte depuis le dernier versement de la créance insaisissable.

Article 7. RESPONSABILITÉ

Le CLIENT décharge la BANQUE de toute responsabilité dans l'exécution de tout ordre revêtu d'une signature apocryphe non décelable à première vue par toute personne normalement avisée et qui n'aurait pas fait l'objet d'une opposition préalable.

Le CLIENT est responsable des opérations effectuées par ses mandataires. Il s'engage à prévenir la BANQUE de toute révocation de procuration et dispense la BANQUE d'en aviser le mandataire. Il décharge la BANQUE de toute responsabilité du fait d'opérations irrégulières de la part d'un mandataire.

Pour les opérations de paiement relevant de l'article L133-1 du COMOFI :

- En cas d'opération de paiement non autorisée, la BANQUE remboursera immédiatement au CLIENT son montant et, le cas échéant, rétablira le compte débité dans l'état où il se serait trouvé si l'opération de paiement non autorisée n'avait pas eu lieu ;

- un ordre de paiement exécuté conformément à l'identifiant unique est réputé dûment exécuté pour ce qui concerne le bénéficiaire indiqué par l'identifiant unique. Si l'identifiant unique fourni par le CLIENT est inexact, la BANQUE n'est pas responsable de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'opération de paiement. Toutefois, la BANQUE du payeur s'efforce, dans la mesure du raisonnable, de récupérer les fonds engagés dans l'opération de paiement. La BANQUE peut imputer des frais de recouvrement au CLIENT, tels qu'indiqués dans les conditions tarifaires en vigueur. Si le CLIENT fournit des informations en sus de l'identifiant unique ou des informations définies dans la Convention ou dans l'acte produit comme nécessaires aux fins de l'exécution correcte de l'ordre de paiement, la BANQUE n'est responsable que de l'exécution de l'opération de paiement conformément à l'identifiant unique fourni par le CLIENT ;

- la responsabilité qu'encourent les Banques au titre des règles impératives édictées aux articles L133-6 à L133-25-2 du COMOFI relatifs aux conditions et règles d'exécution des opérations de paiement relevant de l'article L133-1 du même Code ne s'applique pas en cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français, ni lorsque la BANQUE est liée par d'autres obligations légales.

Article 8 - AUTORISATIONS DE CRÉDIT

8.1 LE DÉCOUVERT

8.1.1 Généralités

En principe le solde du compte doit rester toujours créditeur ou nul, ou encore débiteur mais dans la limite de la ligne de découvert autorisée. En effet, sous certaines conditions et dans les limites qu'elle fixe et précise, la BANQUE peut consentir un découvert. Un simple dépassement du découvert ne saurait valoir accord par la BANQUE d'augmenter le montant fixé et, en conséquence, devra être immédiatement régularisé. Tout dépassement peut donner lieu à la perception d'une commission consistant en une majoration du taux nominal d'intérêt, ainsi que d'une commission forfaitaire pour chaque opération ayant nécessité un examen particulier de la part de la BANQUE.

Il est de même convenu que l'affectation d'une garantie au solde du compte courant, à sa clôture, ne saurait en elle-même valoir octroi par la BANQUE d'un découvert.

Toute ligne de crédit est consentie pour un montant, une durée et aux conditions notifiées, sous réserve, le cas échéant, de la constitution de la (des) garantie(s) prévue(s).

Pendant toute la durée de toute ligne de crédit consentie, le CLIENT s'engage envers la BANQUE :

- à la tenir informée sans délai de tout événement susceptible d'avoir un impact sur, ou de toute modification survenue au niveau de, sa situation patrimoniale, économique, financière ou juridique. Il est entendu que cette obligation vaut également concernant la situation des éventuelles cautions ;
- à lui communiquer à première demande toute information, toute pièce ou tout document, dont toute attestation ou tout justificatif, relatifs à son activité, à sa situation patrimoniale, financière, économique ou juridique notamment vis-à-vis des administrations fiscales, sociales ou autres ;
- à effectuer sur le compte courant support de toute ligne de crédit un mouvement d'affaires en rapport avec le montant de ladite (desdites) ligne(s).

En cas de découvert, la BANQUE perçoit des intérêts au taux nominal conventionnel. Ces intérêts sont calculés sur le solde journalier du compte en valeur et sur la base annuelle forfaitaire de 360 jours, selon la formule mathématique suivante :

$$\frac{N \times T}{360 \times 100}$$

formule dans laquelle :

N (nombres débiteurs) est la somme des soldes débiteurs en valeur multipliés par leur durée en jours

$\frac{T}{100}$ est le taux d'intérêt nominal conventionnel.

Aux intérêts s'ajoutent les commissions et les frais indiqués dans les conditions tarifaires de la BANQUE, susceptibles d'évolution. Le CLIENT accepte leur application dans les conditions indiquées ci-dessous au 8.1.2 et 10. Ce taux, ces commissions et frais pourront également, le cas échéant, être directement convenus avec la BANQUE.

Les commissions et frais sont perçus en même temps que les intérêts débiteurs lors de chaque arrêté périodique du compte (mensuel ou trimestriel).

Le coût total du découvert, comprenant d'une part ces intérêts, d'autre part les commissions qui s'y rapportent, est exprimé sous forme d'un "taux effectif global". Ce taux effectif global est calculé sur la base de 365 jours, ou de 366 jours lorsque l'année est bissextile. Il est le cas échéant perçu un montant minimum forfaitaire d'agios non pris en compte pour déterminer le TEG conformément à l'article R313-4 du code de la consommation.

8.1.2 Taux d'intérêt conventionnel

Le taux nominal des intérêts débiteurs est égal à un taux de référence variable, qui est le taux de base de la BANQUE ou un taux de marché, majoré d'un certain nombre de points de marge (ci-après « marge ») selon le type de l'opération concernée.

Ce taux d'intérêt conventionnel est indiqué aux conditions tarifaires de la BANQUE en vigueur, disponibles en agence, et sur le site Internet de la BANQUE, et est susceptible d'évolution. La BANQUE aura la faculté de modifier ses conditions financières (notamment : remplacement du taux de référence, modification du nombre de points de marge, perception ou substitution d'une nouvelle commission) et informera le CLIENT de cette évolution. A compter de

l'information préalable qui lui en sera donnée par tout moyen par la BANQUE, le CLIENT disposera d'un délai d'un mois pour faire connaître s'il y a lieu son refus. Le refus d'accepter la modification emportera résiliation de l'autorisation expresse ou tacite de découvert à l'issue du délai légal prévu à l'article L313-12 du COMOFI, courant à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut d'avoir manifesté son refus dans le délai précité, la modification sera réputée acceptée par le CLIENT sans qu'il y ait lieu de procéder à d'autres formalités.

Il est convenu que, dans l'éventualité où le taux de référence serait inférieur à 0, ce dernier serait alors considéré comme égal à 0. La marge, qui s'ajoute au taux de référence, s'appliquera alors pour la perception des intérêts. En cas de perturbations affectant les marchés, entraînant la disparition du taux de marché, la BANQUE procédera immédiatement au remplacement de ce taux par un taux de marché équivalent qui sera porté à la connaissance du CLIENT par tout moyen et notamment par une mention portée sur le relevé de compte. Le nouveau taux sera appliqué de façon rétroactive au jour de la modification, disparition ou cessation de publication du taux de référence d'origine.

8.2 ESCOMPTE

L'autorisation d'escompte, pourra être utilisée sous la forme d'escompte d'effets de commerce, de mobilisation de créances nées sur l'étranger ou de cession "Loi Dailly" ou autre technique de mobilisation, sous réserve de l'accord préalable et écrit de la BANQUE, celle-ci aura la faculté :

- de subordonner les opérations d'escompte à l'acceptation des effets par les tirés et au respect des règles d'usage, ainsi que de refuser tous effets en raison de la seule qualité des signataires ;
- de subordonner les autres opérations de mobilisation de créances à son appréciation de la qualité des créances proposées.

Le taux nominal d'escompte est égal à un taux de référence, qui est le taux de base de la BANQUE ou un taux de marché, majoré d'un certain nombre de points de marge (ci-après « marge ») selon le type de l'opération concernée.

Ce taux est indiqué aux conditions tarifaires de la BANQUE, dont le CLIENT peut prendre connaissance aux guichets de cette dernière et le cas échéant sur le site internet de la BANQUE, et est susceptible d'évolution. La BANQUE aura la faculté de modifier ses conditions financières (notamment : remplacement du taux de référence, modification du nombre de points de marge, perception ou substitution d'une nouvelle commission) et informera le CLIENT de cette évolution. A compter de l'information préalable qui lui en sera donnée par tout moyen par la BANQUE, le CLIENT disposera d'un délai d'un mois pour faire connaître s'il y a lieu son refus. Le refus d'accepter la modification emportera résiliation de l'autorisation d'escompte le cas échéant accordée à l'issue du délai légal prévu à l'article L313-12 du COMOFI, courant à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut d'avoir manifesté son refus dans le délai précité, la modification sera réputée acceptée par le CLIENT sans qu'il y ait lieu de procéder à d'autres formalités.

Il est convenu que, dans l'éventualité où le taux de référence serait inférieur à 0, ce dernier serait alors considéré comme égal à 0. La marge, qui s'ajoute au taux de référence, s'appliquera alors pour la perception des intérêts. En cas de perturbations affectant les marchés, entraînant la disparition du taux de marché, la BANQUE procédera immédiatement au remplacement de ce taux par un taux de marché équivalent qui sera porté à la connaissance du CLIENT par tout moyen et notamment par une mention portée sur le relevé de

compte. Le nouveau taux sera appliqué de façon rétroactive au jour de la modification, disparition ou cessation de publication du taux de référence d'origine.

Le coût total de l'escompte, comprenant d'une part les intérêts, d'autre part les commissions qui s'y rapportent, est exprimé sous forme d'un "taux effectif global" et est indiqué sur les arrêtés trimestriels de compte ou tickets d'agios. Il est le cas échéant perçu un montant minimum forfaitaire d'agios non pris en compte pour déterminer le TEG conformément à l'article R313-4 du code de la consommation.

Le CLIENT accepte qu'une retenue de garantie puisse être effectuée sur les bordereaux présentés à l'escompte, ou sur les bordereaux de mobilisation de créances professionnelles, laquelle retenue sera bloquée dans un compte de garantie. Si un compte de garantie est constitué par le CLIENT, il couvre l'ensemble de ses engagements à l'égard de la BANQUE. Ainsi, le CLIENT ne pourra disposer du solde de ce compte qu'après extinction de tous risques et apurement de tous impayés dont il pourrait se trouver débiteur envers la BANQUE.

8.3 ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE : (caution, aval crédit documentaire ...)

La BANQUE se réserve le droit d'apprécier au préalable le risque inhérent à chaque opération prise individuellement et de refuser, à sa convenance, de réaliser une opération de cette nature.

8.4 RÉSILIATION

8.4.1 Résiliation sans préavis

La BANQUE aura la faculté de résilier toute ligne de crédit consentie de plein droit et sans avoir à respecter aucun délai de préavis dans les cas suivants :

- Comportement gravement répréhensible du CLIENT, notamment :
 - communication ou remise de documents qui se révèlent inexacts, faux ou falsifiés, notamment de documents d'exploitation ou bilantiels, bordereaux d'escompte d'effets de commerce ou de cession de créances professionnelles ;
 - violation d'une interdiction d'émettre des chèques ;
 - violence, menaces ou d'injures proférées à l'encontre d'un collaborateur de la BANQUE,
 - non respect de la législation en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme,
 - dépassements importants et réitérés de toute ligne de crédit consentie nonobstant les rappels et mises en garde de la BANQUE ;
 - non constitution de garanties dans les délais impartis du fait du CLIENT ;
 - Situation irrémédiablement compromise du CLIENT.
- Incidents de paiement, protêts, non-paiement à son terme d'une somme due à un titre quelconque à la BANQUE ;
- Non-respect des présentes conditions générales par le CLIENT ;
- Liquidation judiciaire du CLIENT après une mise en demeure de prendre partie sur la poursuite de la Convention adressée par la BANQUE au liquidateur et restée plus d'un mois sans réponse (article L641-11-1 du Code de commerce).

8.4.2 Résiliation avec préavis

La BANQUE aura la faculté de résilier ou réduire toute ligne de crédit consentie à tout moment, sous réserve d'un délai de préavis de soixante jours, conformément aux dispositions de l'article L313-12 du COMOFI. Le délai de préavis court à compter de la date d'envoi de la lettre de résiliation par la BANQUE.

La BANQUE fournit, sur demande du CLIENT, les raisons de la réduction ou de l'interruption de toute ligne de crédit consentie à durée indéterminée sous réserve du respect des dispositions légales applicables. Ces informations ne peuvent pas être demandées par un tiers ni lui être communiquées.

8.4.3 Généralités

Toutes les sommes dues à la BANQUE à un titre quelconque en vertu d'une autorisation de crédit autre qu'occasionnel (découvert, ligne d'escompte ou d'engagement par signature), en principal, intérêts et accessoires, deviendront exigibles :

- immédiatement, à compter de la date d'envoi par la BANQUE d'une lettre de réduction ou de résiliation de l'autorisation de crédit en cas de dispense de préavis ;
- à l'issue du délai de préavis courant à compter de la date d'envoi par la BANQUE d'une lettre de réduction ou de résiliation de l'autorisation de crédit, dans les cas prévus ci-dessus au 8.4.2.

Dans tous les cas, les sommes devenues ainsi exigibles continueront de produire intérêts, aux mêmes taux et conditions, jusqu'au remboursement effectif.

8.5 GARANTIE

L'autorisation de crédit est consentie sous la condition que les garanties convenues soient régularisées. La BANQUE aura la faculté de subordonner le maintien de l'autorisation à la constitution d'une ou plusieurs garanties nouvelles. A défaut d'accord du CLIENT, la BANQUE pourra résilier l'autorisation de crédit selon les modalités prévues.

Article 9 – DURE DE LA CONVENTION - CLÔTURE DU COMPTE

9.1 La Convention est conclue pour une durée indéterminée.

Le CLIENT peut résilier sans préavis ni indemnité la Convention en remboursant immédiatement toutes les sommes dues en principal, intérêts, frais et accessoires.

La Convention cesse par sa dénonciation à l'initiative de la BANQUE, moyennant le respect d'un préavis de trente jours notifié par lettre recommandée avec avis de réception, sous réserve du préavis spécifique éventuel en cas d'interruption ou de réduction d'un crédit à durée indéterminée.

Elle cesse de plein droit et sans préavis dans les cas suivants :

- d'ouverture ou de prononcé de la liquidation judiciaire du CLIENT,
- cessation d'exploitation du CLIENT,
- décès, incapacité du CLIENT,
- dissolution, transformation, fusion, absorption du CLIENT personne morale,
- cession, donation ou apport du patrimoine affecté lorsque le CLIENT est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée,
- comportement gravement répréhensible ou situation irrémédiablement compromise du CLIENT.

La clôture entraîne de plein droit la fusion des soldes des différents comptes qui y étaient soumis en un solde unique de compte courant, et l'exigibilité de ce solde. La BANQUE aura la faculté de contrepasser immédiatement au débit du compte courant toutes les opérations en cours, y compris les opérations en devises. Ainsi par exemple les effets escomptés non encore échus. La cessation de la Convention sera alors considérée comme ayant rendu exigibles ces opérations et obligera le CLIENT à couvrir sans délai toutes celles comportant un engagement de la BANQUE, même si cet engagement n'est qu'éventuel.

La clôture entraîne de plein droit la restitution immédiate par le CLIENT des formules de chèques non utilisées, de sa (ses) carte(s) de retrait ou/et de paiement et de la clé de son coffre-fort s'il utilise ces services ainsi que la résiliation des produits et services liés au fonctionnement de son compte.

En raison des conséquences ainsi attachées à la dénonciation de la Convention, le CLIENT devra éventuellement prendre toutes dispositions utiles pour permettre le paiement des opérations en cours, notamment constituer ou compléter la provision des chèques et effets émis et non encore présentés, à défaut de quoi la BANQUE sera contrainte de refuser le paiement de ces tirages.

La cessation de la Convention n'arrête pas le cours des intérêts qui seront décomptés sur le solde éventuellement débiteur aux conditions appliquées antérieurement, et ce jusqu'à complet règlement. De même, toutes les opérations que la BANQUE n'aurait pas contrepassées continueront à porter intérêt au même taux.

Les intérêts dus pour une année entière produiront eux-mêmes des intérêts au même taux conformément à l'article 1154 du Code civil.

A la garantie de la bonne fin de toutes opérations traitées par lui avec la BANQUE et notamment du remboursement du solde débiteur éventuel de son compte courant, le CLIENT affecte expressément, à titre de nantissement, tous titres, pièces ou valeurs qu'il pourrait remettre à la BANQUE et dont celle-ci ne serait pas ou plus propriétaire par ailleurs. Sont ainsi notamment remis en gage au profit de la BANQUE les effets non échus impayés contrepassés dans le compte courant en cours de fonctionnement.

De convention expresse, il est stipulé que l'existence d'autres comptes notamment d'épargne, ouverts au nom du CLIENT sur les livres de la BANQUE n'est pas étrangère aux positions débitrices éventuellement acceptées par la BANQUE. En conséquence, cette dernière aura toujours la faculté d'opérer la compensation entre le solde débiteur du compte courant clôturé et les soldes créditeurs de ces comptes, en raison de l'étroite connexité par laquelle les parties ont entendu les lier. La compensation s'effectuera dans l'ordre indiqué à l'article 2.4 des présentes..

9.2 Le CLIENT peut demander le transfert de son compte dans une agence de la BANQUE autre que celle auprès de laquelle le compte est ouvert. Ce transfert s'effectuera sans changement de son numéro de compte.

Article 10 - TARIFICATION - RÉMUNÉRATION

Les frais ou commissions auxquels donnent lieu les différentes opérations ou services (mentionnés ou non dans la Convention), ainsi que le taux des intérêts débiteurs, sont variables. Ils sont indiqués aux conditions tarifaires de la BANQUE en vigueur, disponibles en agence et sur le site Internet de la BANQUE.

Le CLIENT reconnaît avoir eu connaissance des montants des frais et commissions, taux et dates de valeur en vigueur dans la BANQUE, au jour de la signature de la Convention, dans les conditions prévues à l'article R312-1 du COMOFI.

La BANQUE se réserve la faculté de percevoir dans les mêmes conditions d'autres frais ou commissions à l'occasion d'opérations ou prestations non visées dans la Convention, ou qui seraient la conséquence d'une évolution de la réglementation, ainsi que de modifier le montant des frais ou commissions.

La mise en place et les modalités de toute nouvelle tarification seront portées à la connaissance du CLIENT par tout moyen, tel par exemple, par un message inscrit sur le relevé de compte, un mois avant leur entrée en vigueur. De convention expresse, l'absence de protestation du CLIENT à réception de cette information vaudra acceptation de sa part de la nouvelle tarification indiquée. En cas de refus, la BANQUE aura la faculté de résilier la Convention selon les modalités prévues à l'article 9.

Article 11 – MODIFICATIONS DES CONDITIONS GENERALES DE FONCTIONNEMENT DE LA CONVENTION

Toutes les modifications de la Convention issues de mesures législatives ou réglementaires entreront en application immédiatement.

Les autres modifications de la Convention, relatives à l'évolution de celle-ci seront portées à la connaissance du CLIENT avec un préavis de trente jours, par voie de lettre circulaire ou par un message porté sur les relevés de compte. Le CLIENT dispose d'un mois pour faire connaître son désaccord sur les modifications proposées. Ce désaccord entraînera la dénonciation de la Convention dans les conditions prévues à l'article 9 des présentes. En l'absence de désaccord manifesté par le CLIENT, ce dernier sera réputé avoir accepté les modifications de la Convention.

Article 12 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES D'INFORMATION

Pendant toute la durée de la Convention, le CLIENT s'engage envers la BANQUE :

- à lui communiquer spontanément, dès leur établissement, les copies certifiées conformes de ses comptes annuels, comptes de résultat, bilans et annexes, comptes prévisionnels, rapports du commissaire aux comptes et procès-verbaux d'assemblées s'il y a lieu ;
- à la tenir informée sans délai de toute modification survenue quant à la situation patrimoniale, économique ou financière de lui-même ou de ses cautions et, plus généralement, de tout événement susceptible de modifier notablement la valeur de son patrimoine ou d'aggraver l'importance de son endettement ;
- à l'informer sans délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de déclaration d'un patrimoine d'affectation en tant qu'entrepreneur individuel à responsabilité limitée ainsi qu'en cas d'opposabilité de cette déclaration à la BANQUE en tant que créancier antérieur, et aussi en cas de renonciation audit patrimoine, cession, donation ou apport dudit patrimoine d'affectation, intervenant postérieurement à la signature de la Convention. Il devra alors fournir à la BANQUE tout justificatif relatif à sa déclaration d'affectation et à son patrimoine d'affectation ;

- lorsqu'il est entrepreneur individuel à responsabilité limitée, à dédier le compte courant objet de la Convention à

son activité professionnelle ayant fait l'objet d'une affectation de patrimoine ;

- à lui communiquer à première demande toute information, toute pièce ou tout document administratif, toute attestation ou tout justificatif relatifs à son exploitation, à sa situation patrimoniale, économique ou financière ou à sa situation vis-à-vis des administrations fiscales, sociales ou autres ;

- à lui notifier sans délai toute modification de ses statuts, ainsi que l'attribution ou le retrait d'agrément par toutes autorités légales ou réglementaires.

Il pourra être perçu une commission annuelle d'ouverture de dossier administratif, juridique, fiscal et/ou comptable du CLIENT conformément aux conditions tarifaires en vigueur.

ARTICLE 13 – LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

La BANQUE est tenue, dans le cadre de ses obligations concernant la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, de procéder à l'identification des CLIENTS et le cas échéant des bénéficiaires effectifs des opérations et à une obligation de vigilance constante à l'égard de sa Clientèle pendant toute la durée de la relation d'affaires (montant et nature des opérations, provenance et destination des fonds, suivi de la situation professionnelle, économique et financière du CLIENT...).

A ce titre, la BANQUE est tenue d'appliquer des mesures de vigilance particulières à l'égard des Personnes Politiquement Exposées définies à l'article R.561-18 du COMOFI.

La BANQUE est aussi tenue de déclarer en particulier :

- les sommes inscrites dans ses livres et les opérations portant sur des sommes qui pourraient provenir d'une infraction passible d'une peine privative de liberté d'un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme ;
- les opérations pour lesquelles l'identité du donneur d'ordre ou du bénéficiaire effectif de l'opération demeure douteuse malgré les diligences effectuées au titre de l'obligation de vérification d'identité qui incombent à la BANQUE.

La BANQUE est également tenue de s'informer auprès de ses CLIENTS pour les opérations qui lui apparaîtront comme inhabituelles en raison notamment de leurs modalités, de leur montant ou de leur caractère exceptionnel au regard de celles traitées jusqu'alors.

Le CLIENT s'engage à signaler à la BANQUE toute opération exceptionnelle par rapport aux opérations habituellement enregistrées sur son compte et à lui fournir sur sa demande, toute information ou document requis.

La BANQUE peut être obligée de demander une autorisation aux autorités de l'Etat avant de procéder à une opération, en raison des dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux ou contre le financement du terrorisme.

La BANQUE, en raison des obligations mises à sa charge par les pouvoirs publics au titre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, peut être amenée à prendre toutes mesures, notamment le gel des avoirs, susceptibles de conduire à des retards ou à des refus d'exécution liés à ces obligations.

Article 14 - INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

14.1 Dans le cadre de la relation bancaire, la BANQUE est amenée à recueillir des données à caractère personnel concernant le CLIENT, le représentant légal, le mandataire et à les traiter notamment en mémoire informatisée selon les dispositions de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée. Les données à caractère personnel ainsi recueillies sont obligatoires et ont pour principales finalités la tenue et la gestion du (des) compte(s), ainsi que la gestion de la relation bancaire, la gestion du risque, la gestion et la prévention du surendettement, la gestion des incivilités, le respect de ses obligations légales ou réglementaires, les études statistiques et la fiabilisation des données, le contrôle et la surveillance lié au contrôle interne auquel est soumis la BANQUE, l'octroi de crédit, les analyses, les études, le pilotage de l'activité bancaire, le reporting, l'historisation des données pour garantir la piste d'audit, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude, le recouvrement, le contentieux, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale, la classification, la segmentation à des fins réglementaires et/ou commerciales, la sélection et le ciblage de la clientèle, la prospection et l'animation commerciale, la communication et le marketing.

Le refus par le CLIENT de communiquer tout ou partie de ses données peut entraîner le rejet de la demande.

Elles sont destinées, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement, à la BANQUE responsable de traitement. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

La BANQUE est tenue au secret professionnel à l'égard de ces données. Toutefois, la BANQUE est autorisée par le représentant légal/mandataires, signataires des présentes, à communiquer les données les concernant dans les conditions prévues aux présentes Conditions Générales.

14.2 Les données à caractère personnel (informations nominatives) que le CLIENT a transmises à la BANQUE conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union Européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays hors Union Européenne, des règles assurant la protection et la sécurité de ces informations ont été mises en place. Le CLIENT peut en prendre connaissance en consultant la notice d'information accessible sur le site Internet de la Fédération Bancaire Française : www.fbf.fr.

Ces données peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires habilités, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux ou de la lutte contre le financement du terrorisme. Pour ces mêmes raisons, en vertu du Règlement CE/1781 du 15 novembre 2006, en cas de virement de fonds, certaines des données doivent être transmises à la banque du bénéficiaire du virement située dans un pays de l'Union européenne ou hors Union européenne.

14.3 Les personnes physique, le titulaire du compte/représentant légal/mandataire disposent d'un droit d'accès et de rectification s'agissant de leurs données ainsi que d'un droit d'opposition au traitement de ces données pour motifs légitimes. Ils peuvent également s'opposer sans frais à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement à des fins de prospection notamment commerciale.

Ces droits peuvent être exercés par courrier accompagné d'une copie de tout document d'identité signé par le demandeur auprès de leur agence ou auprès du Service Clients 1 rue Françoise Sagan St Herblain – 44919 NANTES CEDEX 9.

Article 15 – TRAITEMENT DES RECLAMATIONS

Tout renseignement relatif à l'exécution de la Convention ou à une contestation peut être obtenu en téléphonant au numéro suivant : **0 805 90 45 00** (Numéro non surtaxé).

En cas d'insatisfactions ou de difficultés, le Client peut formuler une réclamation comme suit :

1. Votre agence Banque Populaire Atlantique : votre premier interlocuteur

Prenez contact avec votre **Conseiller/Directeur d'agence**. Vous pouvez lui faire part de vos difficultés par tout moyen à votre convenance, directement à l'agence, par courrier, par mail ou par téléphone.

Vous retrouvez directement ses coordonnées sur votre extrait de compte.

2. Le Service Clients à votre écoute

Si votre agence tarde à vous répondre ou si vous n'êtes pas satisfait de la réponse ou de la solution apportée par votre agence, vous avez la possibilité de vous adresser au **Service Clients**, pour que votre demande soit réexaminée. Vous pouvez contacter le service par courrier, téléphone ou mail, en utilisant les coordonnées ci-après :

- **Par courrier**, en écrivant à :

**Banque Populaire Atlantique
Service Clients
1, rue Françoise Sagan
Saint Herblain
44919 Nantes cedex 9**

- **Par mail** : remplissez le formulaire « Déposer une réclamation » mis en ligne sur le site Internet de la Banque (www.atlantique.Banquepopulaire.fr).

- **Par téléphone** du lundi au vendredi de 8h à 18h : **0 805 904 500** (Appel Gratuit).

A défaut de réponse dans les trois jours ouvrés du Service Clients ou de l'agence, vous recevrez un courrier avec accusé de réception de votre demande. Nous nous engageons alors à vous répondre sous quinze jours ouvrés. Toutefois si une analyse plus approfondie de votre dossier est nécessaire et entraîne un dépassement de délai, nous nous engageons à vous communiquer le nouveau délai, qui sauf cas très particulier ne devrait pas dépasser 2 mois (à compter de la date de réception de votre réclamation).

Article 16 - LANGUE ET LOI APPLICABLES - ATTRIBUTION DE JURIDICTION - PRESCRIPTION

Le CLIENT accepte expressément l'usage de la langue française durant les relations précontractuelles et contractuelles.

La Convention est soumise à la loi française.

Lorsque le CLIENT a la qualité de commerçant, en cas de contestation, pour quelque cause que ce soit, la BANQUE et le CLIENT attribuent compétence au Tribunal de Commerce de Nantes.

Les actions de toute nature, y compris les exceptions qui pourraient être opposées, mettant en cause la BANQUE au titre des intérêts, commissions, frais et accessoires de toute nature dus à la BANQUE ou perçus par elle, sont prescrites à l'issue d'un délai d'un an. Ce délai joue à compter du jour de la confirmation écrite de l'écriture en compte pour les éléments qui y figurent, ou, à défaut, à compter de la mise à disposition au CLIENT par tout moyen, notamment par voie électronique ou télématique, du relevé du compte ou de tout autre document mentionnant l'écriture sur son compte.

Les dispositions de l'alinéa précédent n'ont aucun effet sur les délais de prescription des actions et exceptions de la BANQUE contre le CLIENT.

Article 17 – DISPOSITIONS DIVERSES

Le CLIENT déclare :

- être régulièrement constitué, résident ou non résident,
- ne pas être débiteur d'arriérés envers les organismes sociaux et le Trésor Public,
- avoir informé la BANQUE s'il a déjà été en état de cessation de paiement, soumis à une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, faillite.

Domicile est élu pour chaque partie en son siège central indiqué aux conditions contractuelles.

Article 18. – GARANTIE DES DÉPÔTS

Les dépôts espèces recueillis par la BANQUE, les titres conservés par elle, certaines cautions qu'elle délivre au CLIENT, sont couverts par des mécanismes de garanties gérés par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans les conditions et selon les modalités définies par l'article L 312-4 et les suivants du COMOFI, et les textes d'application. Conformément à l'article L 312-15 du COMOFI et à l'article 8 bis du règlement n° 99-05 du Comité de la réglementation bancaire et financière, la BANQUE peut être amenée à transmettre, à la demande expresse du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution, dans le cadre de la préparation ou de l'exécution de sa mission, des informations nominatives ou chiffrées concernant le CLIENT.

Ces modalités font l'objet d'un dépliant que le CLIENT peut demander auprès du Service Clients de la Banque ou auprès du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution - 65, rue de la Victoire - 75009 Paris (www.garantiedesdepots.fr) ou consulter sur le site internet de la Banque ou du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution.

FORMULAIRE TYPE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR AUX DÉPOSANTS

Informations générales sur la protection des dépôts

La protection des dépôts effectués auprès de votre Banque Populaire est assurée par :	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR).
Plafond de la protection	100 000 € par déposant et par établissement de crédit (1).
Si vous avez plusieurs dépôts dans le même établissement de crédit:	Tous vos dépôts enregistrés sur vos comptes ouverts dans le même établissement de crédit entrant dans le champ de la garantie sont additionnés pour déterminer le montant éligible à la garantie ; le montant de l'indemnisation est plafonné à 100 000 € (ou devise) (1).
Si vous détenez un compte joint avec une ou plusieurs autres personnes :	Le plafond de 100 000 € s'applique à chaque déposant séparément. Le solde du compte joint est réparti entre ses co-titulaires ; la part de chacun est additionnée avec ses avoirs propres pour le calcul du plafond de garantie qui s'applique à lui (2).
Autres cas particuliers	Voir note (2).
Délai d'indemnisation en cas de défaillance de l'établissement de crédit:	Sept jours ouvrables (3).
Monnaie de l'indemnisation :	Euro
Correspondant :	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) 65 rue de la Victoire - 75009 Paris Tél : 01 58 18 38 08 Courriel : contact@garantiedesdepots.fr
Pour en savoir plus :	Reportez-vous au site internet du FGDR : http://www.garantiedesdepots.fr
Accusé de réception par le déposant :	Lorsque ce formulaire est joint ou intégré aux conditions générales ou aux conditions contractuelles du projet de contrat ou convention, il est accusé réception à l'occasion de la signature de la Convention. Il n'est pas accusé réception à l'occasion de l'envoi annuel du formulaire postérieurement à la conclusion du contrat ou de la Convention.

(1) Limite générale de la protection

Si un dépôt est indisponible parce qu'un établissement de crédit n'est pas en mesure d'honorer ses obligations financières, les déposants sont indemnisés par un système de garantie des dépôts. L'indemnité est plafonnée à 100.000 € par personne et par établissement de crédit. Cela signifie que tous les comptes créditeurs auprès d'un même établissement de crédit sont additionnés afin de déterminer le montant éligible à la garantie (sous réserve de l'application des dispositions légales ou contractuelles relatives à la compensation avec ses comptes débiteurs). Le plafond d'indemnisation est appliqué à ce total. Les dépôts et les personnes éligibles à cette garantie sont mentionnés à l'article L312-4-1 du code monétaire et financier (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution).

Par exemple, si un client détient un compte d'épargne éligible (Hors Livret A, Livret de Développement Durable et Livret d'Epargne Populaire) dont le solde est de 90 000 € et un compte courant dont le solde est de 20 000 €, l'indemnisation sera plafonnée à 100 000 €.

Cette méthode s'applique également lorsqu'un établissement de crédit opère sous plusieurs marques commerciales. Cela signifie que l'ensemble des dépôts d'une même personne acceptés sous ces marques commerciales bénéficie d'une couverture maximale de 100.000 €.

(2) Principaux cas particuliers

Les comptes joints sont répartis entre les co-titulaires par parts égales, sauf stipulation contractuelle prévoyant une autre clé de répartition. La part revenant à chacun est ajoutée à ses comptes ou dépôts propres et ce total bénéficie de la garantie jusqu'à 100.000 €.

Les comptes sur lesquels deux personnes au moins ont des droits en leur qualité d'indivisaire, d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement de nature similaire, non dotés de la personnalité morale, sont regroupés et traités comme s'ils étaient effectués par un déposant unique distinct des indivisaires ou associés.

Les comptes appartenant à un Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée (EIRL), ouverts afin d'y affecter le patrimoine et les dépôts bancaires de son activité professionnelle, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des autres comptes de cette personne.

Les sommes inscrites sur les Livrets A, les Livrets de Développement Durable (LDD) et les Livrets d'Epargne Populaire (LEP) sont garanties indépendamment du plafond cumulé de 100 000 € applicables aux autres comptes. Cette garantie porte sur les sommes déposées sur l'ensemble de ces

livrets pour un même titulaire ainsi que les intérêts afférents à ces sommes dans la limite de 100 000 € (pour toute précision, voir le site internet du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution). Par exemple, si un client détient un Livret A et un LDD dont le solde est de 30 000 € et un compte courant dont le solde est de 90 000 €, il sera indemnisé, d'une part à hauteur de 30 000 € pour ses livrets et, d'autre part, à hauteur de 90 000 € pour son compte courant.

Certains dépôts à caractère exceptionnel (somme provenant d'une transaction immobilière réalisée sur un bien d'habitation appartenant au déposant ; somme constituant la réparation en capital d'un dommage subi par le déposant ; somme constituant le versement en capital d'un avantage-retraite ou d'un héritage) bénéficient d'un rehaussement de la garantie au-delà de 100.000 €, pendant une durée limitée à la suite de leur encaissement (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution).

(3) Indemnisation

Le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution met l'indemnisation à disposition des déposants et bénéficiaires de la garantie, pour les dépôts couverts par celle-ci, sept jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution fait le constat de l'indisponibilité des dépôts de l'établissement adhérent en application du premier alinéa du I de l'article L312-5 du code monétaire et financier. Ce délai de sept jours sera applicable à compter du 1er juin 2016.

Ce délai concerne les indemnisations qui n'impliquent aucun traitement particulier ni aucun complément d'information nécessaire à la détermination du montant indemnisable ou à l'identification du déposant. Si un traitement particulier ou un complément d'information sont nécessaires, le versement de l'indemnisation intervient aussitôt que possible.

La mise à disposition se fait, au choix du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution :

- Soit, par l'envoi d'une lettre-chèque en recommandé avec avis de réception,
- Soit, par mise en ligne des informations nécessaires sur un espace internet sécurisé, ouvert spécialement à cet effet par le Fonds et accessible à partir de son site officiel (cf. ci-après), afin de permettre au bénéficiaire de faire connaître le nouveau compte bancaire sur lequel il souhaite que l'indemnisation lui soit versée par virement.

(4) Autres informations importantes :

Le principe général est que tous les clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, que leurs comptes soient ouverts à titre personnel ou à titre professionnel, sont couverts par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution. Les exceptions applicables à certains dépôts ou à certains produits

sont indiquées sur le site internet du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution.

Votre établissement de crédit vous informe sur demande si ses produits sont garantis ou non. Si un dépôt est garanti, l'établissement de crédit le confirme également sur le relevé de compte envoyé périodiquement et au moins une fois par an.

- **Personnes exclues de la garantie** : pour plus de précision, consulter l'article 1er II de l'Ordonnance n°2015-1024 du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière.
- **Produits exclus de la garantie** : pour plus de précision, consulter l'article 1er III de ladite Ordonnance.
- **Garantie des titres, Garantie des cautions et Garantie des assurances**: Voir le dépliant du FGDR disponible en agence et sur le site internet de la Banque : www.atlantique.banquepopulaire.fr .

ANNEXE 1

Heures limites de réception des ordres de paiement*

* heure limite au-delà de laquelle tout ordre reçu est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant conformément à la Directive de services de paiement.

Les opérations sont traitées dans les conditions décrites ci-après sous réserve :

- d'une provision préalable et suffisante sur le compte
- de l'exactitude des informations et coordonnées du bénéficiaire de l'opération de paiement
- de la validation des opérations télétransmises par le Client

Type d'opération	Heure limite de réception des ordres télétransmis
VIREMENTS EMIS	
Virement SEPA ¹	9h30
Virement Trésorerie France	12h00
Virement International en euros	14h30
Virement International en devises	11h30
Virement Trésorerie internationale (MT101)	11h30
PRELEVEMENTS EMIS	
Prélèvement SEPA ¹	13h
REMISES DE LCR	
Traitement Remise de LCR	16h

¹ L'heure limite de réception peut varier en fonction du nombre d'opérations dans une même remise. Les heures indiquées ci-dessus s'entendent pour des remises inférieures à 50 000 opérations.

Conditions générales des cessions de créances professionnelles

1. Modalités de la cession de créance professionnelle

1-1 Chaque bordereau de cession de créance est stipulé à l'ordre afin d'en permettre, en tant que de besoin, la transmission à un autre établissement de crédit.

La Banque dispose toujours, après examen, de la faculté de refuser la cession de tout ou partie des créances soumises.

Toute cession entraîne de plein droit le transfert de la propriété des créances cédées, ainsi que des sûretés garantissant ces créances et de tous droits, accessoires ou actions, sans exceptions, y attachés, le Client ne pouvant ni les supprimer, ni en restreindre l'étendue.

Toutefois, la Banque n'est en aucun cas tenue de s'en prévaloir.

De façon générale, le Client s'engage à ne pas céder ou proposer en garantie des créances ayant fait l'objet, totalement ou partiellement, de cession, délégation ou nantissement, saisie, opposition ou empêchement quelconque ou correspondant à des opérations sous-traitées ou à sous-traiter ou encore, et sauf accord de la Banque, de créances résultant d'actes à intervenir. En outre le Client s'engage à ne pas céder ou proposer en garantie des facturations de revente en nature des marchandises ou fournitures non intégralement payées et faisant l'objet d'une clause de réserve de propriété. Le Client ne peut, après cession au profit de la Banque, supprimer ou restreindre l'étendue des droits notamment en sous-traitant sans accord préalable et écrit de la Banque.

1-2 La Banque peut subordonner l'octroi ou le maintien des concours au recouvrement par elle-même des créances cédées, au moyen notamment de procédés magnétiques. Dans le cas contraire, le Client procède en qualité de mandataire de la Banque à l'encaissement des créances cédées et s'oblige à ce titre à en reverser le montant à la Banque ou à lui en remettre les instruments de paiement (chèques, billets à ordre...) accompagnés des éléments d'identification des créances concernées. Le non-respect de cette obligation entraîne l'exigibilité immédiate des concours consentis.

1-3 La Banque se réserve la possibilité, même après l'échéance des créances cédées non encore payées :

- de notifier la cession aux débiteurs cédés, ces derniers devant alors lui régler directement leurs dettes ;
- de leur demander de prendre un engagement direct à son égard, en souscrivant un acte d'acceptation de la ou des créance(s).

A ce titre, le Client s'engage, sur demande de la Banque, à lui faciliter l'information des débiteurs cédés. Il s'oblige également à faire toutes démarches nécessaires et utiles pour obtenir dans les meilleurs délais l'exécution par le débiteur cédé de ses obligations et aider la Banque par tous moyens appropriés à l'obtention de cette exécution. Le Client est garant solidaire à l'égard de la Banque du paiement des créances qu'il lui cède.

1-4 La Banque se réserve le droit de contre-passer avant l'échéance et sans formalité toute créance cédée qui aurait été rendue exigible par anticipation, qui ferait l'objet d'une contestation ou d'un refus d'acceptation par le débiteur cédé ou qui, plus généralement, serait affectée par un événement de nature à compromettre le paiement.

1-5 Le non-paiement de la créance est établi dès lors qu'à la date de son échéance, la Banque n'en a pas reçu le règlement intégral notamment :

- soit directement du débiteur cédé au cas où la cession lui aurait été notifiée ;
- soit du Client ayant agi, à défaut de notification, en qualité de mandataire de la Banque.

De façon générale, le Client s'interdit d'exiger de la Banque l'accomplissement d'une formalité quelconque ou d'une intervention de quelque nature que ce soit auprès du débiteur cédé et la décharge de toute responsabilité en cas de non recouvrement des sommes dues pour quelque motif que ce soit.

1-6 La Banque se réserve la faculté de porter les opérations réalisées dans le cadre de la Convention dans des comptes distincts qui constitueront autant de chapitres du compte courant du Client.

1-7 Tous frais et accessoires afférents aux opérations de cession mentionnées dans la Convention sont à la charge du Client. En conséquence, la Banque pourra demander aux débiteurs cédés, aux frais du Client, toutes attestations, états et renseignements.

1-8 Les cessions peuvent intervenir sous forme d'escompte. Elles peuvent également être effectuées, en toute propriété à la garantie des opérations de crédit consenties à titre principal au Client de la Banque.

2. Conditions particulières aux cessions-escompte

2-1 Par cession-escompte, il est ici entendu la mobilisation directe des créances cédées par inscription des sommes correspondantes au crédit du compte courant du Client. Toute cession-escompte est régie par les présentes dispositions et les conditions particulières ci-après.

2-2 Le crédit d'escompte porte soit sur les seules créances dont la Banque a accepté l'escompte, soit sur la totalité des créances cédées, étant précisé, dans ce second cas, que la Banque a alors, la faculté de débiter, dans un délai de trois jours ouvrés à compter de la date d'écriture de crédit et sans autre formalité, le compte courant du Client de la valeur nominale des créances dont, après examen, elle aurait décidé le rejet.

2-3 La Banque peut à sa seule convenance soit créditer le compte courant du Client du montant nominal des créances cédées et le débiter des agios et commissions correspondant à la rémunération de l'opération, soit créditer le compte courant du montant net de l'opération.

La Banque a également la faculté de porter tout ou partie des opérations réalisées dans le cadre de la présente annexe à un compte distinct qui ne constitue qu'un chapitre du compte courant du Client.

2-4 La Banque peut aussi subordonner les opérations d'escompte à des retenues d'un certain pourcentage opérées sur le nominal des créances escomptées et affectées à la garantie des engagements du Client.

2-5 Le Client est garant solidaire du paiement des créances escomptées. En cas de non-paiement d'une créance à son échéance et ce pour quelque cause que ce soit, la Banque aura la faculté, sans autre formalité, soit d'en contre-passer le montant au compte courant du Client, soit de l'inscrire dans un compte impayé au remboursement n'ayant pas le caractère juridique d'un compte de Clientèle et ne constituant pas un chapitre du compte courant du Client. Toute créance impayée à la date de son échéance constituera le Client débiteur d'intérêts calculés au taux des intérêts débiteurs applicables à son compte courant aux conditions tarifaires de la Banque en vigueur ou, le cas échéant, aux conditions contractuellement prévues.

2-6 Lorsque la Banque a été intégralement payée et que la subrogation légale s'est opérée au profit du Client, la Banque, si la cession a donné lieu à la notification ou à l'engagement direct visé sous l'article 3 des présentes, en informe les Client et débiteur cédé pour leur permettre de prendre toutes dispositions qu'ils jugent nécessaires.

3. Conditions particulières aux cessions de créances à titre de garantie :

3-1 Des cessions de créances peuvent aussi intervenir sans stipulation de prix et à titre de garantie des engagements du Client envers la Banque. Ces engagements peuvent revêtir notamment la forme d'avance ou découvert en compte courant, de mobilisation de créances par billets ou de financement de marchés publics ou privés. Toute cession de créances à titre de garantie relève des conditions générales et particulières de la présente annexe.

Les créances ainsi cédées sont recouvrées par le Client pour le compte de la Banque selon les modalités et sous la sanction prévues à l'article 1.2 des présentes. Ces créances sont affectées à l'amortissement des engagements en contrepartie desquels leur cession est intervenue.

3-2 Lorsque la Banque consent une avance ou un découvert en compte courant, elle a la faculté de conditionner ce concours à des cessions de créances en garantie d'un montant au moins égal, sauf accord contraire écrit, à 100 % du crédit consenti. Si le Client entend, lors de chaque tombée d'échéance, avoir droit au renouvellement de l'avance ou du découvert, il doit reconstituer l'encours des créances cédées convenu.

Les créances ainsi cédées sont recouvrées par le Client pour le compte de la Banque selon les modalités et sous la sanction prévues à l'article 1.2 des présentes. Ces créances sont affectées à l'amortissement de l'avance ou du découvert. A défaut du dénouement normal que constituent le recouvrement des créances auprès des débiteurs cédés et leur affectation à l'amortissement du concours de la Banque, le Client devra à l'échéance de ces créances, rembourser lui-même la dette résultant de cette opération, soit en amortissant à due concurrence l'avance ou de découvert, soit en cédant une ou plusieurs créances d'un même montant. C'est seulement après ce remboursement que la cession des créances échues et impayées par le débiteur principal est résolue et que ces créances se trouvent retransférées de plein droit au Client.

3-3 En cas de financement par la Banque de marchés publics ou privés dont le Client serait titulaire, les créances afférentes à ces marchés et appartenant au Client sont intégralement cédées à la Banque à titre de garantie et ce quel que soit le montant des crédits accordés à ce titre. Les cessions porteront sur le principal, les intérêts et accessoires qui comprendront notamment tous suppléments ou majoration de prix par suite d'augmentation de travaux, révision et variation de prix, ainsi que toutes indemnités dues pour quelque cause que ce soit.

3-4 Il est ici plus généralement précisé que toute créance cédée à titre de garantie l'est non seulement du chef d'un des crédits mentionnés aux articles 3.2 et 3.3 ci-dessus dont elle peut être concomitante mais aussi de tous les engagements du Client à l'égard de la Banque, de quelque nature qu'ils soient, y compris les soldes débiteurs éventuels de comptes courants et les engagements par signature.

De convention expresse, à défaut d'exigibilité des dettes du Client lors du règlement des créances par le débiteur, il est convenu que la Banque peut décider de conserver, en qualité de propriétaire, les encaissements reçus en attendant de pouvoir les appliquer au paiement de la dette du Client, lorsqu'elle sera devenue exigible.

3-5 En cas de mobilisation de créances par billets (mobilisation de créances nées sur l'étranger, C.M.C.C.), les créances que mobilise le billet sont cédées obligatoirement à la garantie du paiement dudit billet. Les versements que la Banque doit recevoir dans les conditions et sanctions de l'article 1.2. sont affectées au paiement du billet.

C'est seulement au cas où le règlement des créances cédées par le débiteur s'avérerait insuffisant à la désintéresser que la Banque réclamera à son échéance paiement de tout ou partie du billet de mobilisation. Il sera dû par le Client des intérêts de retard calculés au taux des intérêts débiteurs applicables au compte courant aux conditions tarifaires de la Banque en vigueur ou, le cas échéant, aux conditions contractuellement prévues, jusqu'au parfait paiement du billet de mobilisation. C'est seulement après règlement du billet que la cession des créances impayées sera résolue et ces créances retransférées au Client.

4. Autres dispositions

En cas de cession de créances à titre de garantie, les modalités de dénonciation et de préavis appliquées seront celles prévues pour les concours garantis correspondants.

Toute dénonciation mettra fin, selon le cas immédiatement ou à l'expiration du délai de préavis, aux concours consentis et rendra exigibles les sommes dues en principal, intérêts, frais et accessoires.

Les sommes exigibles dues continueront de produire intérêts

aux conditions tarifaires de la Banque en vigueur ou, le cas

échéant, aux conditions contractuellement prévues, jusqu'à la

date de leur règlement effectif.

ANNEXE 3

PRELEVEMENT SEPA INTERENTREPRISES- B2B

Dans le cadre des évolutions réglementaires au niveau européen (application du Règlement européen n°260/2012 et de la décision du Comité National SEPA), les dispositions suivantes s'ajoutent aux dispositions de la Convention relatives au prélèvement SEPA (CORE). Les autres dispositions de la Convention restent applicables.

Préambule : Description du prélèvement SEPA interentreprises (B2B)

Le prélèvement SEPA interentreprises (SEPA Business-To-Business Direct Debit) est un Service de Paiement visé aux articles L. 133-1 et L. 314-I II du Code monétaire et financier.

Le prélèvement SEPA interentreprises (ci-après « prélèvement SEPA B2B ») est un prélèvement en euros initié par le créancier sur la base de l'autorisation préalable du débiteur formalisée par un mandat. Les comptes du créancier et du débiteur sont tenus dans des Banques créées dans la zone SEPA ou dans les Collectivités d'outre-mer du Pacifique (la Nouvelle Calédonie, la Polynésie française et les Iles Wallis et Futuna). Il peut donc être effectué en France ou de façon transfrontalière entre la France et un pays de la zone SEPA, entre la France métropolitaine, les départements et régions d'outre-mer, Saint-Barthélemy, Saint Martin (en sa partie française) et Saint-Pierre-et-Miquelon et l'une des Collectivités d'outre-mer du Pacifique, ou entre deux de ces collectivités. Le prélèvement SEPA B2B peut être ponctuel ou récurrent.

Le prélèvement SEPA B2B s'appuie sur un formulaire unique de mandat de prélèvement SEPA interentreprises, mis à disposition par le créancier et complété et signé par le débiteur, contenant un double mandat : l'un donné au créancier de présenter des demandes de prélèvements sur le compte désigné du débiteur, le second donné à la Banque du débiteur l'autorisant à débiter ledit compte. Le mandat doit comporter l'Identifiant Créancier SEPA (ICS) du créancier ainsi que la Référence Unique du Mandat (RUM) qui, pour un créancier donné, identifie chaque mandat.

Spécificités du prélèvement SEPA B2B

Le prélèvement SEPA B2B est accessible uniquement aux Clients débiteurs non consommateurs. **Par son utilisation, le Client débiteur garantit à la Banque Populaire sa qualité de non consommateur** (personne physique ou morale qui agit dans le cadre de son activité commerciale, professionnelle ou associative).

A réception du premier prélèvement SEPA B2B, la Banque du débiteur s'assure du consentement de son Client ainsi que de la validité du mandat auprès du débiteur. A réception des prélèvements suivants, elle vérifie la cohérence des données du mandat avec les données enregistrées et avec les données de l'opération reçues de la Banque du créancier.

Le créancier, qui détient et conserve le mandat, doit notifier tout prélèvement SEPA B2B au débiteur au moins 14 jours calendaires (sauf accord bilatéral sur un délai

différent) avant sa date d'échéance par tout moyen (facture, avis, échéancier...) en précisant le montant et la date d'échéance du prélèvement SEPA B2B, l'ICS et la RUM. Le débiteur peut s'opposer au paiement du prélèvement, à condition de saisir la Banque Populaire avant la date d'échéance dans les conditions indiquées ci-après au 1.3 et 1.4.

Dès lors que le débit est intervenu, le Client débiteur n'a plus la possibilité de demander le remboursement d'un prélèvement SEPA B2B pour lequel il a donné son consentement dans les conditions indiquées au 1.1 ci-après.

I- PRÉLÈVEMENTS SEPA B2B RECUS (CLIENT DÉBITEUR)

1.1 Consentement à un ordre de prélèvement SEPA B2B

Le Client débiteur donne son consentement à l'exécution de prélèvements SEPA B2B :

- soit en remettant ou en adressant par courrier au créancier le formulaire de mandat papier de prélèvement SEPA B2B dûment rempli (notamment obligation d'indiquer l'IBAN+BIC du compte à débiter) et signé ;
- soit, le cas échéant, en complétant dûment en ligne le mandat électronique de prélèvement SEPA B2B sur le site internet du créancier et en le validant en ligne.

Engagements du Client débiteur

Le Client débiteur s'engage à respecter les termes des mandats convenus avec ses créanciers et à leur signaler tout changement de données le concernant figurant sur ces mandats, dont notamment les coordonnées bancaires du nouveau compte à débiter en cas de changement de Banque. Dans ce cas, la Banque Populaire, en tant que nouvelle Banque, s'engage à accepter les prélèvements SEPA B2B qui se présentent sur le compte du Client, sur la base d'un mandat de prélèvement SEPA B2B antérieur.

Dès la signature d'un mandat de prélèvement SEPA B2B, le Client débiteur en informe la Banque Populaire afin que cette dernière enregistre les mandats consentis en vue de procéder aux vérifications du 1^{er} prélèvement reçu. Le Client débiteur doit communiquer les données du mandat et au minimum l'ICS du créancier, la RUM, l'IBAN du débiteur et le type de mandat (ponctuel ou récurrent), dans une convention spécifique signée avec la Banque Populaire et remettre à celle-ci une copie du(des) mandat(s). Cette dernière peut prélever des frais pour l'enregistrement et la gestion des mandats de prélèvements SEPA B2B autorisés.

Le Client débiteur s'engage à informer la Banque Populaire de tous nouveaux mandats de prélèvement SEPA B2B signés ultérieurement avec ses créanciers, en remettant une copie du(des) mandat(s) à la Banque Populaire, ainsi que de tout changement ou révocation de ces mandats afin de permettre à la Banque Populaire de procéder aux vérifications des mandats avant la présentation d'une opération de prélèvement SEPA B2B. Le Client débiteur s'engage également à informer la Banque Populaire de la perte de sa qualité de non consommateur.

Dans le cas où le Client débiteur n'aurait pas informé préalablement la Banque Populaire, celle-ci contactera le Client par tous moyens afin qu'il refuse ou accepte ce 1^{er} prélèvement reçu. La réponse du Client doit parvenir, par tous moyens, à la Banque Populaire jusqu'à la fin du Jour

Ouvrable précédant la date d'échéance. En cas d'acceptation, la Banque Populaire enregistrera les données du mandat, véhiculées dans le 1^{er} prélèvement, dans la liste des mandats acceptés sur ce compte. En cas de refus ou d'absence de réponse dans le délai, le prélèvement sera rejeté.

De même, lorsque les données de l'opération reçues du créancier ne concordent pas avec les informations du mandat communiquées par le Client, la Banque Populaire prend contact avec le Client. A défaut de réponse ou en cas de refus du Client, le prélèvement sera rejeté.

Possibilité de refus par le Client des prélèvements SEPA B2B

Le Client débiteur a la possibilité de refuser l'exécution de prélèvements SEPA B2B sur son compte. Ce refus doit être notifié d'une part, à la Banque Populaire par courrier et d'autre part, à tout créancier lui proposant ce mode de paiement. Le Client doit alors convenir d'un autre moyen de paiement avec le créancier.

Caducité du mandat

Un mandat de prélèvement SEPA B2B pour lequel aucun ordre de prélèvement SEPA B2B n'a été présenté pendant une période de 36 mois (à compter de la date d'échéance du dernier prélèvement SEPA B2B, même si celui-ci a été refusé, rejeté, retourné ou remboursé par la Banque du débiteur) devient caduc et ne doit donc plus être utilisé. Pour être autorisé à émettre à nouveau ces prélèvements, le créancier doit obligatoirement faire signer au débiteur un nouveau formulaire de mandat de prélèvement SEPA B2B qui comportera alors une nouvelle RUM.

1.2 Moment de réception d'un ordre de prélèvement SEPA B2B

Le moment de réception d'un ordre de prélèvement SEPA B2B par la Banque Populaire correspond à la date d'échéance (date de règlement interbancaire). Si ce n'est pas un Jour Ouvrable, l'ordre est réputé avoir été reçu le Jour Ouvrable suivant.

1.3 Révocation et retrait du consentement à un ordre de prélèvement SEPA B2B reçu par le Client

Le Client peut révoquer une ou plusieurs échéances ou retirer son consentement à l'exécution de l'ensemble des échéances du prélèvement SEPA B2B au plus tard à la fin du Jour Ouvrable précédant le jour de l'échéance avant l'heure limite définie par la Banque Populaire. Parallèlement, le Client débiteur effectue le retrait de son consentement auprès de son créancier. Ce retrait de consentement a pour effet que toute opération postérieure est non autorisée.

Le Client peut effectuer la révocation de l'ordre ou le retrait du consentement, par courrier, auprès de l'agence qui gère son compte en précisant le numéro de compte concerné, le nom du créancier et son identifiant créancier SEPA (ICS), la Référence Unique du Mandat (RUM) et la date d'application.

Par ailleurs, il est recommandé au débiteur, à l'extinction de la créance ou à l'utilisation d'un autre moyen de paiement pour régler ses créances, d'effectuer le retrait de consentement auprès de son créancier et de la Banque Populaire dans les conditions précitées.

La Banque Populaire peut prélever des frais pour ce retrait de consentement, précisés, le cas échéant, dans les conditions tarifaires de la Banque Populaire.

1.4 Délais d'exécution d'un ordre de prélèvement SEPA B2B

La Banque du créancier transmet l'ordre de prélèvement SEPA B2B à la Banque Populaire dans les délais convenus entre le créancier et sa Banque. Ces délais doivent permettre le règlement à la date convenue. Les délais de présentation entre Banques étant au minimum de 1 jour ouvré avant la date d'échéance.

1.5 Délai et modalités de contestation d'un ordre de prélèvement SEPA B2B

- Le Client débiteur renonce au droit au remboursement par la Banque Populaire d'un prélèvement SEPA B2B correctement exécuté qu'il a autorisé.

- Après l'exécution du prélèvement SEPA B2B, le Client débiteur peut toutefois contester l'opération de prélèvement non autorisée ou erronée et en demander son remboursement dans un délai de 180 jours maximum à compter de la date du débit en compte, par l'envoi d'un courrier adressé en recommandé avec avis de réception à la Banque Populaire (du fait de l'absence d'un mandat de prélèvement ou suite à la révocation du mandat de prélèvement). Le remboursement par la Banque Populaire n'exonère pas le Client débiteur de ses éventuelles obligations vis-à-vis du créancier.

- Par ailleurs, les clauses relatives à la responsabilité de la Banque Populaire dans l'exécution d'un prélèvement, figurant dans la convention de compte courant, sont applicables au prélèvement SEPA B2B.

II PRÉLÈVEMENTS SEPA B2B ÉMIS (CLIENT CRÉANCIER)

Un Client créancier souhaitant émettre des ordres de prélèvements SEPA B2B, devra signer, par acte séparé, une convention d'émission de prélèvement SEPA B2B décrivant les obligations liées au prélèvement SEPA B2B, sous réserve de l'accord de la Banque Populaire.

ANNEXE 4

SERVICE INTERNET CYBERPLUS ENTREPRISE Conditions Générales

Définitions :

Abonné : désigne la personne physique ou morale souscrivant un abonnement Cyberplus Entreprise.

Administrateur : personne désignée par l'Abonné comme étant utilisateur de l'abonnement Cyberplus Entreprise.

Banque : désigne la Banque Populaire Atlantique.

Convention : désigne la présente convention comprenant les présentes conditions générales et leurs annexes, les conditions contractuelles et les éventuelles conventions spécifiques.

Cyberplus Entreprise : désigne le service de banque à distance fourni par la Banque via le réseau Internet.

Délégué : personne désignée par l'Abonné ou l'Administrateur et détenant tout ou partie des prérogatives de ce dernier sans faculté de subdélégation.

Identifiant : numéro d'abonné.

Site : désigne le site Internet
www.atlantique.banquepopulaire.fr

Virement externe : virement vers des comptes de la zone SEPA hors abonnement Cyberplus Entreprise.

Virement interne : virement entre comptes de l'abonnement Cyberplus Entreprise.

ARTICLE 1 : Objet

L'abonnement au service Cyberplus Entreprise, ci-après dénommé le « Service », permet à l'Abonné d'obtenir des informations relatives au fonctionnement de son ou ses comptes, divers renseignements liés directement ou indirectement à l'activité bancaire ainsi que d'effectuer, en fonction du type et/ou profil choisi(s), les opérations et transactions détaillées dans le tableau des fonctionnalités reporté dans les conditions contractuelles.

La Banque se réserve le droit de modifier le contenu du Service et/ou de l'une des ou de l'ensemble des fonctionnalités du Service notamment en vue d'en améliorer la qualité ou par l'adjonction de nouvelles fonctionnalités. Le cas échéant l'Abonné sera informé par tout moyen de la (des) modification(s) et de l'éventuel impact tarifaire.

Eu égard aux caractéristiques de l'Internet, l'Abonné est informé et accepte que des difficultés de fonctionnement, des suspensions ou des interruptions du Service et/ou de l'une des ou de l'ensemble des fonctionnalités du Service peuvent avoir lieu. La Banque s'engage à faire ses meilleurs efforts notamment en mettant en œuvre les moyens raisonnables pour permettre le bon fonctionnement du Service et atténuer ou limiter la durée ou les effets de toute suspension ou interruption du Service et ou de l'une ou de l'ensemble de ses fonctionnalités.

ARTICLE 2 : Conditions d'accès au Service

L'abonnement au Service reposant sur l'utilisation du réseau Internet, l'Abonné devra s'être procuré un accès au réseau Internet ce afin d'utiliser le Service. Le choix de l'équipement de l'abonnement télématiques (notamment le choix du fournisseur d'accès Internet et téléphone) est et demeure à la charge et sous la seule responsabilité de l'Abonné, étant précisé qu'il est nécessaire à l'Abonné de disposer d'un logiciel de navigation compatible avec le système SSL 128 bits dont les fonctions JavaScript et Cookies sont activées.

Pour accéder au Service, l'Abonné reçoit de la Banque un identifiant et un mot de passe. Lors de la première connexion, il lui sera demandé de les modifier. L'Abonné est informé et reconnaît le caractère personnel et confidentiel de ses identifiant et mot de passe, et s'engage à en assurer la confidentialité et à ne pas les communiquer ou divulguer à qui que ce soit.

Les opérations et transactions réalisées au moyen du Service sont validées/confirmées par un ou plusieurs dispositif(s) d'authentification, en fonction de la nature de l'opération ou de la transaction concernée, tels que identifiant, mot de passe, code de sécurité, SMS, lecteur d'authentification par carte à puce, certificat numérique matériel ou tout autre dispositif que la Banque jugera adéquat et pertinent.

La Banque pourra ainsi à tout moment, moyennant l'information de l'Abonné par tout moyen, modifier ou supprimer un (des) dispositif(s) d'authentification existant(s), ou mettre en place un ou des dispositif(s) d'authentification nouveau(x) ou supplémentaire(s).

Accès secondaires :

Au moyen de la fonction « délégation » du Service, l'Abonné ou l'Administrateur a la possibilité de créer et gérer, à son initiative et sous sa seule responsabilité, des accès secondaires au Service. L'Abonné ou l'Administrateur détermine, à partir du Site et pour chaque accès secondaire, la liste des fonctionnalités autorisées sur tout ou partie des comptes de l'Abonné et des éventuels comptes de tiers rattachés au contrat Cyberplus Entreprise. La personne désignée par l'Abonné ou l'Administrateur, agissant alors en tant que mandant, est dénommé le Délégué. Elle agira tel qu'un mandataire et le mandant sera engagé par les opérations effectuées par le Délégué et en assumera seul les conséquences.

L'accès aux accès secondaires nécessite d'être authentifié au moyen du ou des dispositif(s) d'authentification applicable(s) en vigueur.

L'Administrateur et le Délégué disposeront de leurs propres dispositifs d'authentification. A ce titre, ils sont informés et reconnaissent le caractère

personnel et confidentiel de ces derniers, et s'engage à en assurer la confidentialité et à ne pas les communiquer ou divulguer à qui que ce soit.

ARTICLE 3 : Utilisation de l'accès Bourse

Pour accéder au service bourse du Service, l'Abonné doit être titulaire d'un compte de titres dont l'ouverture est constatée par une convention distincte qui régit les relations, droits, modalités, engagements, obligations en matière d'opérations et transactions boursières. Par conséquent, et le cas échéant, les dispositions de la convention de compte de titres en vigueur entre la Banque et l'Abonné s'appliqueront.

Les éventuelles spécificités et/ou contraintes de la fonctionnalité Bourse seront spécifiées sur le Site.

ARTICLE 4 : Modalités des fonctionnalités Prélèvement SEPA (SDD), Lettre de change et Transmission de fichiers

Les fonctionnalités Prélèvement SEPA, Lettre de change et Transmission (ou transfert) de fichiers sont uniquement proposées et disponibles dans le cadre de l'offre « Cyberplus EDI » qui a pour objet de permettre la saisie en ligne des lettres de change, des virements et prélèvements SEPA ainsi que le transfert de fichier au format approprié préalablement créés par l'Abonné.

4-1 Fonctionnalité Lettre de change

Chaque transmission de lettre de change pourra faire l'objet d'une confirmation de la remise, écrite et signée par une personne habilitée transmise par télécopie.

La transmission de lettres de change magnétiques est soumise aux conditions générales de fonctionnement en vigueur entre l'Abonné et la Banque.

4-2 Fonctionnalité Prélèvement SEPA (SDD)

Pour les prélèvements SEPA et/ou Europrélèvements (SDD : Sepa Direct Débit), l'Abonné devra obtenir l'autorisation préalable de la Banque pour émettre ce type d'opération et avoir conclu avec elle une convention d'émission.

L'Abonné est informé que la remise de prélèvement SEPA est conditionnée par l'obtention préalable auprès de la Banque de France d'un identifiant créancier SEPA (ICS).

4-3 Transfert de fichier – Conformité

Tout fichier transmis par l'Abonné devra être conforme aux spécifications de la norme applicable en vigueur et comporter toutes les indications nécessaires et/ou utiles pour le bon traitement des opérations objets du fichier.

A défaut, le fichier ne pourra pas être pris en compte en tout ou partie.

4-4 Sécurité

La télétransmission des fichiers lettre de change relevé, virements, prélèvement SEPA vers la Banque est effectuée sous la seule responsabilité et à la charge de l'Abonné et par ses propres moyens.

Les télétransmissions devront être effectuées en respectant le paramétrage de la procédure de fonctionnement en vigueur. Les paramètres (numéro

abonné, mot de passe,...) sont affectés personnellement à l'Abonné qui devra veiller à leur stricte confidentialité. La Banque ne saurait être tenue pour responsable d'une quelconque utilisation frauduleuse ou accidentelle de l'un de ces paramètres ainsi que de l'altération de données suite aux manipulations effectuées.

L'Abonné s'engage à informer sans délai la Banque de toute anomalie de fonctionnement constatée, susceptible de porter atteinte à la sécurité des transmissions et/ou à l'intégrité et/ou confidentialité des informations fournies.

ARTICLE 5 : Sécurité du système

Le Service est exclusivement réservé à l'usage de l'Abonné dans le cadre de son activité professionnelle.

La délivrance des moyens d'accès et/ou d'authentification est effectuée aux Abonné, Administrateur et Délégué à leur seul usage et sous leur seule responsabilité.

En cas de perte, vol, divulgation ou compromission de l'un des dispositifs d'authentification, l'Abonné, l'Administrateur ou le Délégué s'engage à en informer sans délai, par tout moyen et à le lui confirmer par écrit dans les 24 heures, la Banque, ce afin que celle-ci puisse bloquer ou désactiver les dispositifs d'authentification ; ou, le cas échéant, à modifier sans délai le dispositif d'authentification concerné depuis le Site.

Il est entendu que les opérations ou transactions qui auraient été conclues au moyen des dispositifs d'authentification resteront à leur charge jusqu'au blocage ou désactivation par la Banque.

En cas d'utilisation de codes et/ou mots de passe comme unique dispositif d'authentification, l'Abonné, l'Administrateur et le Délégué sont invités à les modifier régulièrement depuis le Site, même en l'absence de perte ou de divulgation. De même, il leur est conseillé de ne pas choisir un code ou mot de passe facilement décelable par un tiers (date de naissance par exemple).

La saisie de trois codes erronés entraîne le blocage de l'accès au Service. Le cas échéant, le Service ne pourra être réactivé que sur demande écrite de l'Abonné auprès de la Banque.

L'Abonné est informé et accepte que des opérations et transactions, notamment des opérations de virement, peuvent être plafonnées. Le cas échéant, le détail des plafonds est consultable dans l'espace Cyberplus Entreprise.

L'Abonné, l'Administrateur et le Délégué s'engagent à utiliser le Service de façon normale et conforme et à respecter les consignes et procédures d'utilisation du Service. En cas d'usage anormal ou non-conforme du Service, ils en subiront seuls les conséquences d'un tel usage et la Banque sera en droit de mettre fin à l'accès au Service.

ARTICLE 6 : Extraits de compte et documents électroniques

Sauf indication contraire à la souscription au Service, ou ultérieurement, l'Abonné reçoit sous format électronique ses extraits de compte dans

son espace sécurisé. Il peut les consulter, les imprimer et les télécharger sur tout support durable.

6.1 Mise à disposition

L'Abonné dispose de ses extraits de compte et documents électroniques dans son espace sécurisé. Si l'Abonné le souhaite, il est informé de la disponibilité de ses documents en ligne par la réception d'un courriel envoyé à l'adresse courriel déclarée à la Banque. L'Abonné s'engage à fournir à la Banque une adresse courriel valide et à la mettre à jour, soit via Cyberplus soit en informant son agence.

Les courriels envoyés à l'Abonné ne contiennent aucun lien permettant d'accéder directement à son espace sécurisé. Pour consulter et/ou télécharger ses documents, l'Abonné doit se connecter sur son espace sécurisé.

La date de mise en ligne des documents constitue le point de départ du délai de réclamation prévu dans les conditions générales de la convention de compte courant.

6.2 Historique de consultation et téléchargement des documents en ligne

Les documents électroniques postérieurs à la date d'ouverture du service archivage numérique pour la Banque sont consultables en ligne.

La Banque recommande à l'Abonné de sauvegarder les documents électroniques téléchargés sur tout support durable de son choix.

6.3 Sort des documents au format papier

Il est convenu entre la Banque et l'Abonné qu'en souscrivant au Service, l'Abonné pourra consulter ou/et télécharger sous format électronique ses extraits de compte et documents. Ceux-ci se substituent aux extraits de compte et documents papier. Strictement identiques à ces derniers, ils sont édités à la même périodicité, date d'arrêté et ont la même valeur légale.

La fonctionnalité « Documents électroniques » est optionnelle et gratuite.

Si l'Abonné décide de choisir l'option « Documents électroniques + papier » et ainsi de conserver une édition papier en sus de la version électronique, il lui sera appliqué la tarification prévue par les conditions tarifaires de la Banque en vigueur.

L'Abonné peut revenir à tout moment aux extraits de compte papier. A compter de sa demande, il continue à avoir accès à ses documents en ligne pendant un mois calendaire glissant. Le premier envoi des documents sous forme papier ne sera effectué qu'à la prochaine date habituelle de mise à disposition des documents sous réserve que la demande ait été enregistrée par la Banque avant cette date.

Selon la périodicité d'édition choisie, la tarification en vigueur s'appliquera.

ARTICLE 7 : Convention de preuve

L'Abonné accepte que la preuve des connexions, opérations et transactions effectuées ou autorisées par lui résulte des éléments conservés par la Banque et/ou des enregistrements liés aux moyens à distance utilisés, entre autres télématiques, dont

informatiques et magnétiques. L'Abonné reconnaît que les supports télématiques équivalent à un écrit au sens des dispositions du Code Civil et constituent un support fiable, fidèle et durable. Les enregistrements télématiques constituent la preuve des connexions, opérations et transactions effectuées par l'Abonné au moyen du Service.

Ainsi, de convention expresse, et sauf opposition faite par l'Abonné dans les conditions précisées à l'article 5 des présentes, toutes les connexions, opérations et transactions effectuées au moyen de l'un des dispositifs d'authentification sont réputées avoir été effectuées ou autorisées par l'Abonné. Toute validation après saisie de l'un desdits dispositifs vaudra acceptation sans réserve de l'opération ou de la transaction concernée et équivaldra à une signature ayant entre les parties même valeur qu'une signature manuscrite.

ARTICLE 8 : Responsabilité

L'Abonné, l'Administrateur et le Délégué assument l'entière responsabilité des conséquences directes et indirectes de tout usage incorrect, non-conforme, abusif ou frauduleux du Service et des moyens d'accès.

De façon générale, leur responsabilité est engagée en cas de manquement à l'une des obligations mentionnées aux présentes.

De même leur responsabilité est engagée en cas d'agissements frauduleux de leur part ou s'ils n'ont pas satisfaits intentionnellement ou par négligence grave à leur obligation générale de prudence.

L'Abonné est seul responsable du choix de l'Administrateur. Il s'engage ainsi à informer sans délai la Banque de tout changement ou toute suppression d'Administrateur. A défaut, toute opération effectuée par l'Administrateur concerné sera considérée comme ayant été autorisée et engagera l'Abonné.

De même, l'Administrateur et l'Abonné sont seuls responsables du choix du Délégué. Ils s'engagent ainsi à informer sans délai la Banque de tout changement ou toute suppression d'e Délégué. A défaut, toute opération effectuée par le Délégué concerné sera considérée comme ayant été autorisée et les engagera.

La Banque réitère son engagement de mettre en œuvre des moyens raisonnables pour que le Service fonctionne comme il se doit. Il est entendu qu'elle se conformera aux normes et usages en vigueur en la matière.

La Banque peut interrompre provisoirement, que ce soit partiellement ou intégralement, l'accès général au Site et/ou au Service et/ou à l'une des ou l'ensemble des fonctionnalités du Service notamment :

- si des travaux de contrôle, d'entretien, de maintenance, d'amélioration ou de réparation, de quelque nature que ce soit, s'avèrent nécessaires (notamment en raison d'une mise en production ou d'une surcharge) ;
- si une telle interruption s'avère utile ou nécessaire pour la sécurité du système ou en vue de garantir les intérêts de la Banque et/ou de l'Abonné ;

- si une telle interruption est requise ou souhaitable en vertu d'une disposition réglementaire ;
- en cas de force majeure telle que définie par les tribunaux français ;
- pour toute autre raison légitime.

En tout état de cause, dès lors que l'Abonné, l'Administrateur ou le Délégué constate une défaillance, une difficulté d'émission, de réception ou de transmission, il doit en informer sans délai la Banque.

La Banque mettra des moyens raisonnables en œuvre afin de limiter ces interruptions et pour aviser l'Abonné, si possible au préalable, du début et de la durée de ces interruptions. Il peut cependant arriver que le Service ou l'une ou l'ensemble des fonctionnalités du Service soient interrompu(e)s sans que l'Abonné n'ait pu être averti, notamment si un incident technique survient ou en cas de force majeure, entre autres suite à une grève ou à un autre incident que la Banque ne maîtrise pas. De même, l'interruption peut intervenir pour tous les Abonnés, certains Abonnés ou un seul Abonné déterminé, s'il existe un risque potentiel que la sécurité soit mise en péril suite à une utilisation abusive ou frauduleuse.

Enfin la Banque se réserve le droit d'interrompre ou d'arrêter, pour des raisons fondées, le Service et/ou l'une des ou l'ensemble des fonctionnalités du Service, soit partiellement soit intégralement, pour un Abonné déterminé, chaque fois qu'elle estime que c'est utile ou nécessaire pour la sécurité du système ou en vue de garantir les intérêts de la Banque et/ou de l'Abonné, notamment, mais pas de manière exclusive, dans les cas suivants :

- si la Banque considère que le Service et/ou l'une des ou l'ensemble des fonctionnalités du Service ne sont pas adapté(e)s à l'Abonné pour quelque raison que ce soit ;
- l'Abonné ne satisfait pas à ses obligations légales, réglementaires ou/et contractuelles éventuelles relatives au Service ;
- si la Banque est avisée d'un risque d'utilisation abusive ou illicite de l'un des ou des dispositif(s) d'authentification ;
- si, à trois reprises successives, est effectuée une authentification erronée.

La Banque n'assume qu'une obligation de moyens. Elle ne sera responsable que des seuls préjudices directs résultant d'une faute lui étant imputable. Elle ne peut être tenue pour responsable d'aucune perte ou manquement dans l'accomplissement de ses obligations ayant pour cause la survenance d'un cas de force majeure, telle que définie par les tribunaux français, ou de toute autre circonstance échappant à son contrôle raisonnable.

Le cas échéant, les prestataires désignés par la Banque agissent conformément aux usages et pratiques de leur profession.

La Banque et ses prestataires ne pourront être tenus responsables des dommages résultant de la désorganisation partielle ou totale de leurs services par suite d'événements de force majeure ou d'actes de malveillance ainsi que de l'interruption des communications télématiques telles que électroniques, téléphoniques ou autres, notamment

des moyens de transmission des instructions ou opérations utilisés, que cette interruption se produise entre l'Abonné et la Banque, entre la Banque et un prestataire, et de l'utilisation de services à distance, de l'inaccessibilité, ainsi que d'une mauvaise utilisation ou d'une utilisation non autorisée par l'Abonné, l'Administrateur ou le Délégué.

L'Abonné est personnellement et exclusivement responsable du matériel informatique, des logiciels, du navigateur, du modem, de la ligne téléphonique, de l'accès à l'Internet, des systèmes d'ordinateur et de leurs extensions, de quelque nature que ce soit, et de tout autre équipement dont il a besoin et non fournis par la Banque dans le cadre de l'accès au Service et de son utilisation, ainsi que de l'adaptation, de l'installation, de l'entretien, du fonctionnement, des mises à jour et des éventuelles améliorations ou réparations y afférentes.

La Banque ne peut être tenue pour responsable, pour les dommages indirects, tels qu'une diminution des bénéfices, un manque à gagner, une perte des données ou de temps, ni d'un quelconque préjudice, de quelque nature que ce soit, découlant soit de la violation par l'Abonné, l'Administrateur ou le Délégué de ses responsabilités énoncées dans les présentes conditions générales, soit entre autres d'un choix erroné ou du fonctionnement défectueux des matériels ou logiciels de l'un d'eux, d'une faute ou d'une erreur de l'un d'eux ou d'un installateur indépendant, de services de télécommunication défectueux offerts par des tiers, du contenu des messages envoyés, des services offerts par les tiers par l'intermédiaire du système de la Banque ou d'une interruption ou défaillance du service en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, ni en cas de manquements contractuels résultant du respect par la Banque d'obligations réglementaires ou judiciaires.

ARTICLE 9 : Coût du Service

Le Service fait l'objet d'une tarification telle que mentionnée dans les conditions tarifaires de la Banque applicables en vigueur. Le Service est mis à disposition de l'Abonné moyennant le paiement d'une cotisation dont la périodicité et le montant sont spécifiés dans lesdites conditions tarifaires consultables à tout moment entre autres en agence ou sur le Site. Les frais liés au Service et à son utilisation seront prélevés sur le compte mentionné dans les conditions particulières.

La Banque informera l'Abonné de toute modification en matière de tarification selon les modalités prévues dans la convention de compte courant en vigueur entre la Banque et l'Abonné.

Le coût des équipements télématiques sont et demeurent à la charge de l'Abonné. Il en est de même des frais d'utilisation de ces derniers ainsi que des frais d'abonnement et/ou d'utilisation des téléphones et Internet.

ARTICLE 12 : Durée de l'abonnement – Résiliation

L'abonnement au Service est conclu pour une durée indéterminée Il pourra être résilié à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception. Cette résiliation prendra effet dans le mois suivant la réception, par la Banque, du courrier recommandé envoyé par l'Abonné. La facture du mois en cours devra être payée par l'Abonné.

La Banque pourra dénoncer l'abonnement pour motif légitime ou grave, notamment en cas d'utilisation frauduleuse ou abusive du Service par l'Abonné ou l'Administrateur ou le Délégué.

La résiliation ou dénonciation de la convention de compte courant emporte résiliation ou dénonciation de l'abonnement au Service.

ARTICLE 13 : Langue et loi applicables – Attribution de juridiction - Litiges

L'Abonné accepte expressément l'usage de la langue française durant la relation contractuelle. Le présent abonnement est soumis à la loi française.

En cas de contestation ou de litige relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du présent abonnement, les parties entendent attribuer compétence au Tribunal de Commerce de Nantes.

ANNEXE 5

SERVICE DE SIGNATURE ELECTRONIQUE POUR LES PROFESSIONNELS (ci-après le « Service »)

La Banque met à disposition de ses clients un service de Signature électronique permettant la souscription de produits et services et l'archivage de documents. Le présent document a notamment pour objet de décrire et de définir les modes de preuve admissibles entre les parties.

I. Définitions :

Authentification forte : authentification par utilisation d'un OTP à usage unique permettant de s'assurer que le Signataire est bien la personne habilitée à conclure l'Opération.

Carte PassCyberplus : carte à puce délivrée par la Banque qui permet à son titulaire de sécuriser les opérations effectuées dans le cadre du Service Cyberplus, grâce à l'utilisation d'un Lecteur.

Certificat : Fichier électronique attestant du lien entre les données de vérification de Signature électronique et le Signataire. Ce Certificat est à usage unique dans le cadre du Service de Signature électronique.

Client : entreprise, personne physique ou morale agissant pour ses besoins professionnels, qui bénéficie du Service de Signature électronique.

Dossier de preuve : Ensemble des éléments créés lors de la conclusion d'une Opération entre un Client et la Banque ou un Partenaire commercial, puis conservé pendant un délai conforme aux exigences légales permettant ainsi d'assurer la traçabilité, la preuve de la réalisation de l'Opération, ainsi que sa restitution.

Horodatage : service associé à la Signature électronique qui consiste en l'apposition d'une contremarque de temps sur des données afin d'attester leur existence à une date et une heure données.

Lecteur : appareil lecteur de carte à puce autonome fourni par la Banque au Client du Service de Signature électronique. Ce lecteur d'authentification est destiné à être utilisé avec une carte bancaire de paiement et/ou de retrait, ou une carte PassCyberplus, délivrées par la Banque au Client, afin de fournir un OTP.

Opération : contrat(s) ou un (ou plusieurs) document(s) établissant les conditions contractuelles entre le Client et la Banque ou le Partenaire commercial et signé(s) électroniquement par le Signataire pour le compte du Client, objet(s) du Service.

OTP « One Time Password » : Mot de passe à usage unique.

Partenaire commercial : Toute personne physique ou morale avec laquelle la Banque a établi un partenariat commercial de distribution de ses produits (ex. : entreprise d'assurance, société de financement de crédit, organismes de cautionnement,...).

Produit ou service éligible : Tout produit ou service déterminé par la Banque conformément à la réglementation

en vigueur et qui peut être souscrit au moyen du Service de Signature électronique.

Signataire : représentant légal du Client qui signe l'Opération électroniquement.

Signature électronique : Procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'Opération à laquelle il s'attache (art. 1316-4 al. 2 du Code civil).

Site : Site Internet sécurisé édité et exploité par la Banque, accessible notamment depuis l'adresse URL <http://atlantique.banquepopulaire.fr> et/ou toute URL venant s'y substituer, permettant au Client de bénéficier du Service.

Support durable : tout instrument permettant au Client de conserver les Opérations et/ou tout autre document faisant l'objet du Service, de s'y reporter aisément à l'avenir et d'assurer leur (sa) reproduction à l'identique.

II. Objet du Service

Le présent service (« Service ») permet de proposer au Client :

- la souscription, par voie électronique, de tout produit ou service éligible, au moyen d'une (ou plusieurs) Signature(s) électronique(s) associée(s) à un Certificat à usage unique émis pour une Opération donnée et de constituer pour leur archivage électronique un Dossier de preuve relatif à l'Opération.
- les conditions d'extraction de l'Opération de son Dossier de preuve en cas de besoin,
- et plus généralement la Signature électronique de tout document éligible.

III. Prérequis

Afin de souscrire au Service, il est expressément convenu que le Client devra disposer des éléments suivants :

- un abonnement au Service Cyberplus;
- un Lecteur avec une carte bancaire de paiement et/ou de retrait, ou une carte PassCyberplus, délivrée par la Banque au Client,
- ou un numéro de téléphone mobile préalablement enregistré et validé par la Banque.

Seul le représentant légal, dont l'identité ou le numéro de téléphone portable est enregistré dans les systèmes de la Banque, peut signer électroniquement une Opération. En cas de vente à distance d'un produit ou service par la Banque, le représentant légal doit être désigné comme administrateur, délégataire ou délégué dans l'espace Cyberplus du Client afin de pouvoir signer électroniquement.

Le Client, personne morale, doit informer immédiatement la Banque, par écrit ou en agence, d'un changement de représentant légal. A défaut, la Banque ne pourra être tenue pour responsable des Opérations signées électroniquement par l'ancien représentant légal.

Toute modification d'information relative à l'un des présents prérequis (renouvellement de la pièce d'identité, changement des habilitations, compromission des identifiants, modification du numéro de téléphone mobile, etc.) doit être notifiée par écrit à la Banque, selon les modalités prévues par celle-ci, et accompagnée du (des) justificatif(s) requis et ce, afin d'assurer le bon fonctionnement du Service.

IV. Description du Service

Le Client s'engage à prendre connaissance des modalités de Signature électronique spécifiées dans le descriptif technique du processus de Signature électronique disponible sur le Site ou en agence.

Il est expressément convenu que la Banque intervient comme intermédiaire du Partenaire commercial.

En cas d'anomalie constatée par le Client (par exemple : dysfonctionnement concernant l'accès au compte...), celui-ci pourra contacter la Banque pour trouver une solution.

Le Service de Signature électronique nécessite que le Client s'authentifie comme indiqué ci-après au C.

A. Saisie des données

Le Signataire est mis en situation, si nécessaire, de renseigner les données qui permettront d'établir les documents éligibles.

En cours de processus de Signature électronique, le Signataire peut abandonner ce processus. S'il fait ce choix, le Signataire se voit confirmer l'abandon du processus.

B. Présentation des documents précontractuels (pour un produit ou un service)

Avant d'engager le processus de Signature électronique, les documents précontractuels sont mis à la disposition du Signataire. Il est invité à en prendre connaissance pour en accepter ensuite les termes.

A ce stade, le Signataire dispose de la possibilité de signer les documents précontractuels à l'étape finale de Signature électronique conformément au § C, ou d'abandonner la procédure de Signature électronique.

C. Signature électronique et validation de l'Opération

Le Signataire, le cas échéant une fois les documents précontractuels acceptés pour un produit ou un service, est amené, au moyen du processus mis en place par la Banque :

- à compléter, selon le produit ou service éligible, par lui-même les mentions éventuellement nécessaires à la validité d'une Opération donnée ;
- à signer l'Opération électroniquement ;
- à confirmer la Signature électronique de l'Opération.

En cas d'Authentification forte, le processus de signature est le suivant. Le Signataire obtient :

-un OTP au moyen d'une carte bancaire de paiement et/ou de retrait, ou d'une carte PassCyberplus, après avoir introduit sa carte dans le lecteur CAP et composé le code confidentiel attaché à la carte utilisée ;

-ou un OTP de la Banque qui lui est envoyé par SMS vers son numéro de téléphone mobile.

Cet OTP, propre à une Authentification forte, est saisi par le Signataire et lui permet de signer électroniquement l'Opération. Un Certificat est alors généré, attestant du lien entre les données de vérification de Signature électronique et le Signataire. Un Dossier de preuve est constitué et un archivage réalisé.

L'Opération est alors définitivement validée par le Signataire pour le compte du Client et reçoit exécution, le cas échéant, sous réserve du respect du délai de rétractation en vigueur.

Le Client est informé et accepte que seules les données horodatées contenues dans le Dossier de preuve constituent la date de signature de l'Opération.

D. Remise de l'Opération

Dès l'Opération conclue, la Banque met à disposition du Client l'Opération dans son espace Cyberplus, ce dernier en étant notifié par voie électronique, une telle notification valant remise via son espace Cyberplus sécurisé.

E. Archivage et restitution de l'Opération pour le Client

Le Client peut accéder directement en ligne via son espace Client à l'Opération qu'il a conclue avec la Banque, qu'il peut consulter, télécharger et/ou imprimer pendant la durée légale de conservation de l'Opération.

Le Client dispose aussi de la possibilité d'obtenir une copie papier ou numérique de son Opération à tout moment dans un délai conforme aux exigences légales en s'adressant au siège social de la Banque. La communication au Client d'une copie papier ou numérique de l'Opération peut donner lieu à une facturation au tarif en vigueur au jour de la demande, tel qu'il est indiqué dans les conditions tarifaires applicables aux Clients de la Banque.

F. Extraction de l'Opération visée au sein du Dossier de preuve

Le Client dispose de la faculté d'extraire, en tout ou partie, l'Opération, les éléments d'identification du Client, les éléments d'horodatage, les Certificats correspondant à cette seule Opération visée du Dossier de preuve dûment archivé dans le cadre du Service, et ce, en cas de demande dûment justifiée par ses soins auprès de son conseiller habituel. Il reconnaît que cette extraction s'effectue dans des conditions de nature à garantir la sécurité et l'auditabilité de la procédure d'extraction.

Le Client reconnaît expressément que seuls l'Opération, les éléments d'identification du Client, les éléments d'horodatage, les Certificats correspondant à cette seule Opération pourront être extraits sur demande, le Dossier de preuve n'étant extrait qu'en cas de demande de l'autorité judiciaire ou administrative.

V. Contractualisation pour le compte du Partenaire commercial

Il est expressément convenu que la description du Service figurant en IV est la même pour la signature d'une Opération souscrite par le Client vis-à-vis du Partenaire commercial.

VI. Conséquences de la résiliation du service de banque en ligne Cyberplus

La résiliation de l'abonnement au service de banque en ligne de la Banque entraîne la résiliation du Service.

En cas de résiliation du Service, le Client ne pourra plus accéder aux documents contenus dans son espace Client et ces derniers seront supprimés de l'espace Client.

Le Client est par conséquent invité à télécharger ou conserver sur tout autre Support durable l'ensemble des documents contenus sur son espace Client, dès qu'il a pris la décision de résilier le Service, ou dès qu'il est informé par la Banque ou le Partenaire commercial de sa décision de résilier le Service.

Le Client fait son affaire de la lisibilité ultérieure des documents qu'il aura téléchargés ou conservés sur tout autre

Support durable. A ce titre, il est recommandé au Client de prendre toute mesure pour conserver lesdits documents dans des conditions intègres et fiables.

A tout moment, et même en cas de résiliation du Service, le Client peut demander à la Banque, dans la limite des délais de conservation légaux ou réglementaires, une copie des documents le concernant qui pourra lui être communiquée par voie postale ou électronique.

VII. Responsabilité de la Banque

La responsabilité de la Banque ne pourra être engagée dans tous les cas où le Client ne l'aura pas informée par écrit, selon les modalités prévues par la Banque, de la modification de sa situation, en communiquant le cas échéant le(s) justificatif(s) correspondant(s).

La responsabilité de la Banque ne pourra être engagée en cas de force majeure tel que définie par la loi et la jurisprudence françaises.

VIII. Convention de preuve

Conformément à l'article 1316-2 du Code civil, le Client et la Banque ou le Partenaire commercial fixent les règles de preuve recevables entre eux dans le cadre du Service.

Le Client et la Banque ou le Partenaire commercial acceptent que les éléments d'identification utilisés dans le cadre du Service, à savoir les OTP SMS et/ou les OTP Carte et/ou les numérisations des pièces d'identité et les Certificats à usage unique, qui sont utilisés dans le cadre du Service, soient admissibles devant les Tribunaux et fassent preuve des données et des éléments qu'ils contiennent ainsi que des procédés d'authentification et des signatures qu'ils expriment.

Le Client reconnaît avoir communiqué à la Banque, les éléments permettant d'assurer son identification.

Le Client et la Banque ou le Partenaire commercial acceptent que le Client manifeste son consentement en signant sur la tablette (ou l'écran) et/ou en saisissant l'OTP SMS ou l'OTP Carte et/ou en cochant des cases et/ou en utilisant tout autre moyen mis à sa disposition ; que ces procédés sont admissibles devant les Tribunaux et font preuve des données et des éléments qu'ils matérialisent ainsi que des signatures qu'ils expriment conformément aux exigences de l'article 1316-4 du Code civil.

Il est rappelé au Client que la Signature électronique fondée sur un Certificat à usage unique fait produire ses effets juridiques à l'Opération au même titre qu'une signature manuscrite.

Le Client et la Banque ou le Partenaire commercial acceptent que les éléments d'Horodatage soient admissibles devant les Tribunaux et fassent preuve des données et des éléments qu'ils contiennent.

Le Client et la Banque ou le Partenaire commercial acceptent que les mentions obligatoires imposées par la réglementation en vigueur écrites par le Signataire lui-même soient admissibles devant les Tribunaux et fassent preuve des éléments qu'elles expriment.

Le Client et la Banque ou le Partenaire commercial acceptent que les Opérations conclues, archivées et éventuellement extraites, en tout ou partie, dans le cadre du Service, les Dossiers de preuve, éventuellement contenus sur des Supports durables, les courriers électroniques, les enregistrements téléphoniques, les accusés de réception échangés entre eux soient admissibles devant les Tribunaux et fassent preuve des données et des éléments qu'ils contiennent.

La Banque ou le Partenaire commercial informe le Client que son Opération est archivée dans des conditions de nature à garantir sa sécurité et son intégrité dans le temps, conformément aux exigences de l'article 1316-1 du Code civil, ce que le Client reconnaît.

Dans le cadre de la relation entre le Client et la Banque ou le Partenaire commercial, la preuve des connexions, des enregistrements informatiques et d'autres éléments d'identification sera établie autant que de besoin à l'appui des journaux de connexion tenus à jour par la Banque ou le Partenaire commercial.

Le Service répond ainsi aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'écrit et de Signature électronique.

La charge de la preuve de la fiabilité technique du procédé de Signature électronique incombe à la Banque ou au Partenaire commercial, la preuve contraire pouvant être rapportée par le Client.

ANNEXE 6

SERVICE REGLEMENT SEPAmail

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation du service «Règlement SEPAmail» constituent un des éléments contractuels du service de banque en ligne de la Banque (Cyberplus) dont les règles de fonctionnement figurent dans la convention de compte de dépôt ou compte courant souscrite à la Banque.

ARTICLE 1 : Définitions

Banque : Banque Populaire Atlantique.

Client : Personne physique majeure capable ou personne morale, cliente de la Banque, ayant activé le Service Règlement SEPAmail.

Créancier(s) : Créancier du Client ayant souscrit le Service Règlement SEPAmail auprès d'une banque adhérente à SEPAmail.

SEPAmail : Messagerie électronique interbancaire permettant, de manière sécurisée et confidentielle, l'échange de données et documents électroniques relatifs à des demandes de règlement entre deux clients de banques, adhérentes au Service.

ARTICLE 2 : Objet et conditions d'accès au Service

Le service Règlement SEPAmail (ci-après le « Service ») permet à un Client débiteur de recevoir une (des) demande(s) de règlement électronique adressée(s) par un Créancier via SEPAmail, en vue de son (leur) paiement par virement SEPA, après acceptation par le Client.

L'accès au Service est réservé aux titulaires d'un compte de dépôt ou d'un compte courant, ouvert à la Banque et permettant d'émettre des virements SEPA, et du service de banque en ligne de la Banque (Cyberplus).

ARTICLE 3 : Conditions d'utilisation du Service

Activation du Service

Pour pouvoir utiliser le Service, le Client doit :

- activer le Service via le service de banque en ligne de la Banque,
- et afin de recevoir des demandes de règlement :
 - o s'inscrire, auprès de chacun de ses Créanciers via l'annuaire SEPAmail,
 - o ou/et communiquer à chacun de ses Créanciers ses coordonnées SEPAmail (identifiant QXBAN).

L'annuaire et les coordonnées SEPAmail sont accessibles en ligne dans la partie dédiée au Service.

Fonctionnement du Service

Le Client, auquel un Créancier adresse une demande de règlement par SEPAmail, accède à son service de banque en ligne pour en prendre connaissance.

Le Client peut demander à recevoir une alerte l'informant de la réception d'une demande de règlement. Cette alerte est paramétrable par le Client (SMS et/ou E-mail et/ou page d'accueil de son service de banque en ligne). Le Client peut consulter les conditions d'utilisation de cette alerte ainsi que les tarifs appliqués dans la rubrique « aide en ligne » du Service.

Ladite demande de règlement précise :

- le nom du Créancier et l'objet de la demande de règlement,
- le montant à régler et la date limite de règlement fixés par le Créancier,
- et, le cas échéant, un justificatif fourni par le Créancier de la demande de règlement.

Jusqu'à la date limite de règlement le Client peut, après avoir vérifié la demande de règlement, accepter la demande ou la refuser.

Passé cette date, la Banque ne garantit pas l'accès à la demande de règlement concernée et/ou la possibilité de la refuser ou de la régler.

La Banque demeure dans tous les cas étrangère aux litiges commerciaux entre le Client et le Créancier ainsi qu'aux conséquences pécuniaires pouvant en résulter.

L'acceptation de la demande de règlement par le Client vaut ordre donné à la Banque de régler le montant indiqué par le Client, au moyen d'un virement SEPA à partir de son compte de dépôt ou de son compte courant vers le compte du Créancier, à la date d'exécution acceptée, et selon les modalités et délais propres aux virements SEPA précisés dans les conditions générales en vigueur de la convention de compte de dépôt ou de compte courant de la Banque.

Si le Créancier l'autorise, le Client peut régler partiellement ou/et avant la date limite de règlement fixée par le Créancier.

Si le Client a accepté la demande de règlement, il peut revenir sur sa décision jusqu'à la veille de la date d'exécution du virement SEPA qu'il a choisie.

Si le Client a refusé la demande de règlement, il peut revenir sur sa décision jusqu'à la date limite de règlement fixée par le Créancier.

Quelle que soit la décision du Client, le Créancier en sera informé par la Banque via SEPAmail, ce qu'il accepte expressément le Client.

Le refus de la demande de règlement par le Client ne le libère pas de ses obligations à l'égard du Créancier. Par conséquent, la Banque demeure étrangère aux éventuels litiges commerciaux pouvant en résulter.

ARTICLE 4 : Désactivation du Service

La résiliation de l'abonnement au service de banque en ligne (Cyberplus) et/ou de la convention de compte de dépôt ou de compte courant emporte de plein droit la désactivation du Service indépendamment du traitement des demandes de règlement acceptées.

Désactivation du Service par le Client

Le Service est accessible jusqu'à sa désactivation par le Client.

Le Client ne pourra désactiver le Service qu'en l'absence de demandes de règlement acceptées en cours de traitement.

Une fois le Service désactivé, le Client ne pourra ni consulter ni accepter, ni refuser, ni recevoir des demandes de règlement.

Il est de la responsabilité du Client d'informer chaque créancier qu'il ne veut plus recevoir de ce dernier de demandes de règlement SEPAmail.

Le Client peut décider de réactiver le Service qu'il a précédemment désactivé. Il pourra alors se voir affecter les mêmes coordonnées SEPAmail (identifiant QXBAN) qu'avant la désactivation du Service. Il pourra également retrouver :

- la liste des demandes de règlements reçues avant la désactivation du Service ainsi que les décisions associées, selon les règles d'historisation prévues.
- la liste des Créanciers établie avant la désactivation du Service.

La possibilité de retrouver l'ensemble de ces informations et coordonnées n'est toutefois pas garantie par la Banque et dépend notamment du délai s'étant écoulé entre la désactivation et la réactivation du Service par le Client, ainsi que des contraintes techniques et de la réglementation en vigueur.

Désactivation du Service par la Banque

La Banque pourra désactiver le Service en cas d'arrêt de commercialisation du Service moyennant un délai de préavis de deux (2) mois avant la date d'application envisagée.

La Banque pourra également désactiver le Service, sans aucun préavis, en cas de non-respect des conditions d'utilisation en vigueur par le Client et/ou du non-respect des conditions générales en vigueur du service de banque en ligne (Cyberplus) et/ou du non-respect des conditions générales en vigueur de la convention de compte de dépôt ou de compte courant.